

# BOSANGI

Le Magazine trimestriel de l'environnement - Avril - Mai - Juin 2019

Numéro 58

## LES FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT



Lac Nyos  
**33 ANS APRÈS ...**



**Chers Yaoundéens,**

**Gardons**

notre **YAOUNDÉ**  
Cité - Capitale

**PROPRE !**



**Gilbert TSIMI EVOUNA**  
*Délégué du Gouvernement  
auprès de la Communauté Urbaine  
de Yaoundé*



Par Michel NGAPANOUN

Une fois n'est pas coutume. Votre magazine, le seul trimestriel de l'environnement en Afrique, vous livre sa première édition de l'année 2019 - année des 50 ans d'Hysacam-pour questionner les relations complexes et riches que les femmes, avec leur statut et leurs contraintes sociales, entretiennent avec la lutte pour la protection de l'environnement, et contre les changements climatiques.

Contribueraient-elles sur le continent à la dégradation de l'environnement du fait de leurs activités domestiques et de l'usage du charbon pollueur ? La défense de l'environnement, et la protection de celui-ci, sont devenues des préoccupations de l'humanité toute entière depuis les constats de la pollution, des catastrophes écologiques, de la dégradation de la couche d'ozone, et de la fragilité du monde. Surtout face à de nombreuses agressions contre la nature caractérisées par une manière d'exploiter celles-ci, et dopées par la frénésie de la rentabilité à tout prix.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre a été à la base de ce que l'on pourrait considérer comme la cheville ouvrière d'un pacte climatique international, fondé sur la décision souveraine des pays qui ont produit le protocole de Kyoto dans les années 90.

## LES FEMMES SONT L'AVENIR DU MONDE

Mais depuis toutes ces années, qu'est-il advenu des résolutions et bonnes intentions ? Où en est la taxe carbone dans le monde ? Que devient le principe « pollueur-payeur » ? Les entreprises et les pays pollueurs sont-ils sanctionnés et par qui le seraient-ils ?

Dans ce 58e numéro de votre magazine sur l'environnement en Afrique, des questions se posent. Pour les appréhender, Bosangi a choisi d'interroger les rapports entre la protection de l'environnement, la lutte contre les changements climatiques et la problématique sexospécifique élaborée par l'Onu.

Qu'est-ce que cela signifie ? Il s'agit dans ce numéro de voir si les femmes en tant que « genre sexospécifique », en cette période post-8 mars, jouent un rôle parti-

“  
**Les femmes en tant que "genre sexospécifique", jouent-elles un rôle particulier dans la défense et la protection de l'environnement ?**  
”

culier dans la défense et la protection de l'environnement ou encore dans la dégradation de celui-ci.

Le rôle social qui les confine aux tâches domestiques, où elles vont faire la cuisine, avec des moyens rudimentaires, est-il en mesure de leur donner les pleins pouvoirs pour impulser le développement du monde avec des énergies renouvelables et propres ?

Plus qu'un réquisitoire accusateur, le dossier qui vous est ici proposé veut lever le voile sur le rôle et la responsabilité de chacune des couches sociales,

chacune des actrices, impliquées dans le développement.

Mais un dernier mot sur les questions sexospécifiques. Cela signifie selon l'Onu, que les femmes investissent de manière différente certains secteurs de l'agriculture pour influencer la biodiversité. Prendre en compte ces différenciations participatives et la compréhension de la lutte ou des enjeux dans le combat contre les changements climatiques.

Par ailleurs, Il est possible que les femmes et les hommes cultivent différents produits agricoles ou assument des tâches différentes dans la culture des mêmes variétés végétales. Il se peut, par exemple, que les hommes préparent la terre pour la culture, alors que les femmes sèment et désherbent et qu'ils moissonnent ensemble les récoltes, tout en menant à bien des tâches distinctes dans le processus. Les femmes apportent parfois une contribution importante en termes de travail aux cultures dites 'masculines' (contrôlées par les hommes). Cette contribution n'est néanmoins pas reconnue. Dans les cultures non vivrières, les femmes tendent à s'occuper de la production de nombreuses cultures en petites quantités qui sont néanmoins importantes pour leurs moyens de subsistance et leur famille. Elles sont localisées non seulement dans les champs relevant de la compétence de la femme, mais souvent également aux bords des cultures masculines et dans les jardins potagers familiaux. En somme ces différences ont amené l'Onu à inventer le concept des questions sexospécifiques. Dans ce dossier, votre magazine propose un regard sur l'implication des femmes dans ces questions et la qualité de leur combat. Mais quoiqu'il en soit et de quelque côté que ce soit ou dans quel que sens que l'on tourne le problème, « *les femmes sont l'avenir du monde* »... Bonne lecture et bonne entrée dans cette année 2019, avec ce premier numéro d'une année riche en surprises.

## Bosangi

Une publication de Hysacam

B.P. : 1420 Douala.  
Tél. +237 233 37 44 14  
Fax : +237 233 37 47 73  
B.P. : 781 Yaoundé  
Tél. +237 222 22 13 79  
Fax : +237 222 22 53 44

Directeur de publication  
Michel NGAPANOUN

Rédacteur en chef  
Garba AHMADOU

Secrétaire de rédaction  
Innocent EBODE

Ont participé à ce numéro :  
Janvier NGWANZA OWONO, Jean Loïc AMOUGOU, Eric Vincent FOMO, Jator NJENYU, Boris NGOUNOU, Jean Celestin EDJANGUE

Direction artistique  
Valentin OMBIBI  
Marque Plus  
Tél : +237 696 69 84 02  
marqueplus@yahoo.com

Impression : Print Industry  
Tél : +237 233 42 63 93

# Sommaire



6-8

## Actualité

- 6-7. Ethiopian Airlines, BOEING FACES QUESTIONS AFTER CRASH *by Jator NJENYU*
- 8. L'ARMÉE FAIT LA PROPRETE A BAMENDA  
*par Eric Vincent FOMO*



10-19

## Dossier

### LES FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT

Le mois de Mars est le mois des femmes. Partout dans le monde elles préparent et déclinent des activités pour mener leurs actions du moment à une apothéose, qui conduisent à la montée de la mayonnaise.

- 10-11 Women 4 Climate, EMPOWERING NEXT GENERATION OF CLIMATE LEADERS *by Jator NJENYU*
- 12-13 Greta Thunberg, L'ICONE D'UNE JEUNESSE ECOLO !  
*par Jean-Célestin EDJANGUE*
- 14 Afrique, LES FEMMES ET LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT *par Jean Loïc AMOUGOU*
- 15-16 CES FEMMES QUI PORTENT L'ECOLOGIE... COMME LA VIE  
*par Jean-Célestin EDJANGUE*
- 17 LES AMAZONES DE L'ECOLOGIE
- 18 Féminin-Bio, UN MAGAZINE FEMININ CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES *par Boris NGOUNOU*
- 19 Wangari Maathai, TOUTE UNE VIE DEDIEE A LA FORET  
*Par Eric Vincent FOMO*



21-24

## Evènement

1. LA LONGUE MARCHÉ DES FEMMES POUR L'EGALITE

par Jean-Célestin EDJANGUE

2. Sommet de Nairobi sur l'environnement, L'URGENCE D'UN PACTE MONDIAL Par Eric Vincent FOMO

3. IL Y A 33 ANS, LA CATASTROPHE DU LAC NYOS

Par Eric Vincent FOMO

25

## Nouvelles d'ailleurs

Port-Louis, PREMIERE VILLE AFRICAINE OU IL FAIT BON VIVRE

Par Boris NGOUNOU

26-27

## Réflexions

KNOWING THE GLOBAL GREEN GROWTH INSTITUTE

by Jator NJENYU

28

## Regards

MDP, LE DISPOSITIF PEINE A CONVAINCRE

par Eric Vincent FOMO

30-31

## Portrait

Célestine Kétcha Courtès, UN EMBLEME DU DEVELOPPEMENT LOCAL PROMU MINISTRE Par Boris NGOUNOU

32

## Carte postale

Louise Mushikiwabo, DE LA DIPLOMATIE A LA FRANCOPHONIE

par Eric Vincent FOMO

33

## Note de lecture

LE VATICAN SERAIT-IL UN REPAIRE DE PREDATEURS SEXUELS ?

par Jean Loïc AMOUGOU

34

## Forum des lecteurs



En 1977, la date du 8 mars a été instituée par les Nations unies pour célébrer la journée internationale du droit des femmes. La mobilisation massive des femmes, un peu partout dans le monde, est aussi l'occasion de faire le point sur les inégalités dont elles sont victimes. Avec, souvent, des initiatives marquantes pour sensibiliser l'opinion internationale.



### Célestine Kétcha Courtès

L'entrée au gouvernement de Célestine Kétcha Courtès constitue l'une des principales attractions du réaménagement ministériel intervenu le 4 janvier 2019 au Cameroun.

## Ethiopian Airlines BOEING FACES QUESTIONS AFTER CRASH



**US plane maker Boeing is facing questions after an Ethiopian Airlines 737 crash on Sunday, March 10, 2019, killed all 157 people on board.**

Jator NJENYU

**P**reliminary data recovered from the black boxes of Ethiopian Airlines crash has revealed "similarities" to a Lion Air fatal crash in Indonesia in October, the Ethiopian Minister of Transport said.

The Ethiopian Airline Flight 302 crashed on March 10, 2019, six minutes after taking off from Addis Ababa on its way to Nairobi, Kenya, killing all 157 people on board. The tragedy marks the second fatal crash within five months involving a new type of Boeing aircraft.

The months-old aircraft came down near the town of Bishoftu, 60km (37 miles) south-east of the capital at 08:44 local time (05:44 GMT).

Dagmawit Moges said that investigators have recovered all relevant data from the black boxes.

Moges did not provide additional details about the purported "similarities" between the two crashes but said they would be "subject to further investigation."

The Ethiopian Airlines crash was the second disaster involving a new Boeing 737 Max 8 aircraft in less than six months.

In October, all 189 people on board Lion Air Flight 610 were killed when the flight went down over the Java Sea in Indonesia 13 minutes after take-off.

Jakarta-based aviation analyst Gerry Soejatman told the BBC the 737 Max's "engine is a bit further forward and a bit higher in relation to the wing, compared to the previous version of the plane. That affects the balance of the plane".

### Late-come Passenger Saved

Meanwhile, a Greek man has said that he was due to board the flight but arrived at the gate two minutes late.

In a Facebook post, Antonis Mavropoulos shared an image of his ticket and said it was his "lucky day".

"I was angry because nobody helped me to reach the gate on time," he wrote. "I'm grateful to be alive."

In Ethiopia, Monday has been declared as a national day of mourning.

Similarities Between the Two Incidents The two incidents remain under investigation—led aviation authorities around the world are planning to ban the use of 737 Max 8s.

Investigators suspect the Lion Air crash may have been caused by an angle of attack sensor on the outside of the plane that transmitted incorrect data, which could have triggered automated flight software called the Maneuvering Characteristics Augmentation System, or MCAS, that

forced the plane's nose down.

According to a preliminary report on the crash, the pilots first manually corrected an "automatic aircraft nose down" two minutes after take-off and performed the same procedure again and again before the plane hurtled nose-first into the Java Sea, the report said.

On the day of the crash, after Moges' remarks, Boeing Chairman, President and CEO Dennis Muilenburg issued a statement saying the company "continues to support the investigation, and is working with the authorities to evaluate new information as it becomes available."

Muilenburg added the company is "finalizing its development of a previously announced software update that will address the MCAS flight control law's behaviour in response to erroneous sensor inputs."

Ethiopian Airlines CEO Tewolde GebreMariam has previously said the pilot of Flight 302 had "flight control problems" shortly before the plane crashed.

"He was having difficulties with the flight control of the airplane, so he asked to return back to base," Gebre-Mariam said. The pilot was granted permission at the same time the flight

disappeared from radar.

## Boeing 737 Max planes Grounded

In response, a number of airlines have now grounded all planes of the same model. When the Federal Aviation Administration announced it was grounding all Boeing 737 Max planes, the agency said it had identified similarities between last week's Ethiopian Airlines crash and the Lion Air crash in Indonesia six months earlier.

The Ethiopian Minister of Transport reiterated that point, saying preliminary data recovered from the black boxes of the crash in Ethiopia showed similarities to the Air Lion crash. Neither agency provided many specifics. So how were the two crashes similar?

### What We Know About the Plane

The 737 Max-8 aircraft has only been in commercial use since 2017.

The plane that crashed was among six of 30 that Ethiopian Airlines had ordered as part of its expansion. It underwent a "rigorous first check maintenance" on 4 February, the airline tweeted.

Boeing said it was "deeply saddened" by the crash and is sending a team to provide technical assistance.

### What Happened with Each Flight

-Ethiopian Airlines Flight 302 was carrying passengers from around the world, many of whom worked for the United Nations. Lion Air Flight 610 crashed into the Java Sea in Indonesia on October 29 after taking off from Jakarta. All 189 people on board died. The plane was scheduled to make a one-hour journey to Pangkal Pinang on the island of Bangka.

## • Both were Boeing 737 Max 8 planes.

Trump administration grounded Boeing Max planes. The Boeing 737 Max 8 was a new model unveiled to great fanfare by the US aviation giant about two years ago. The airline also produced a Max 9 and has plans to offer a Max 7 and Max 10, with model numbers based on seating capacity. There are approximately 350 Boeing 737 Max 8 aircraft in operation worldwide, belonging to 54 operators, according to the FAA.

Boeing website says the 737 Max is the fastest-selling plane in the company's history, with about 5,000 orders

from more than 100 customers worldwide.

President Donald Trump said on March 13, 2019, his administration was ordering the grounding of all Max 8 and 9 models, hours after Canada said it was grounding the planes after analyzing new satellite tracking data.

-Both planes used the same software. The planes were equipped with automated flight software called the Maneuvering

Characteristics Augmentation System (MCAS), a relatively new feature to Boeing's Max planes. The sensor and connected software work in a different way to previous models of the 737, but pilots had not been told that.

The MCAS is a system that automatic lowers the nose of the plane when it receives information from its external angle of attack (AOA) sensors that the aircraft is flying too slowly or steeply, and at risk of stalling.

The AOA sensors send information to the plane's computers about the angle of the plane's nose relative to the airflow over and under the wings to help determine whether the plane is about to stall.

Answers to the pressing questions Jean-Paul Troadec, the former head of France's aviation accident investigation bureau, told CNN that he saw flaws in the system.

"I think the design of this system is not satisfactory as it relies on only one sensor," he said. "In case this sensor fails, of course the system doesn't work. And in this case it could be difficult for the pilot to overreact to the system."

Boeing CEO Dennis Muilenburg said Monday a software update and related pilot training for the 737 MAX will be released "soon" and will address concerns discovered in the aftermath of the Lion Air crash.

## • Both planes crashed shortly after takeoff

The Ethiopian Airlines flight went down six minutes after takeoff.

The Air Lion plane crashed 13 minutes after taking off.

-Both planes had experienced crews. Ethiopian Airlines tweeted that the first officer had 350 hours of flying time and the pilot in command had 8,100 hours. The captain of the Lion Air flight, Bha-

vy Suneja, an Indian national, had more than 6,000 flight hours, and his copilot, named Harvino, had logged more than 5,000, according to a statement posted by Lion Air.

The International Civil Aviation Organization, an agency of the United Nations, recommends commercial pilots have a minimum of 150 hours. The FAA requires that commercial pilots have 1,500 hours.

## • Both pilots reported problems

The Ethiopian Airlines pilot said he was having difficulties and asked to return to base, Ethiopian Airlines CEO Tewolde GebreMariam told CNN. The pilot was granted permission to return to ground around the same time the flight disappeared from radar.

A preliminary report by Indonesia's National Transportation Safety Committee said the crew of Air Lion Flight 610 struggled to override the plane's automatic systems in the minutes before it plunged into the ocean. The system pulled the plane's nose down more than two dozen times, the report said. The report said the MCAS system was responding to incorrect data transmitted by an AOA sensor. A different flight crew experienced the same issue on a flight from Denpasar to Jakarta the previous day, but had turned off the MCAS and took manual control of the plane, the report said.

The Ethiopian Accident Investigation Bureau intends to release a preliminary report within 30 days.

### What Happens Next?

China's aviation regulator has also ordered local airlines to halt the flights of 737 Max 8s.

More than 90 are in use by Chinese carriers including Air China, China Eastern Airlines, and China Southern Airlines.

Cayman Airways also grounded its two Boeings of the same type.

But a spokeswoman for FlyDubai, which operates a number of 737 Max 8s, told Reuters that the company continues to have confidence in the aircraft.

Several North American airlines operate the same aircraft and have said they are monitoring the investigation. Southwest Airlines flies 31, while American Airlines and Air Canada each have 24 in their fleet.

## L'ARMEE FAIT LA PROPRETE A BAMENDA

L'opération « ville propre » ambitionne de donner à la ville de Bamenda son lustre d'antan tout en luttant contre la propagation des maladies dues à l'entassement des ordures.



Eric Vincent FOMO

Le 15 février dernier, les soldats de l'armée camerounaise ont rangé leurs armes le temps de quelques heures, pour donner à la ville de Bamenda, plus d'éclat. La journée d'hygiène et de la salubrité était consacrée au nettoyage des différentes artères de la cité capitale de la région de l'Ouest et au curage des caniveaux qui étaient devenues de sérieuses menaces pour la santé et le bien-être des populations. Que ce soit à Mile 6, Up Station, Food Market ou encore à Mankon Village et environs, la propreté était le maître-mot. Les activités étaient menées entre autres par les éléments du Bataillon d'intervention rapide (BIR), une unité d'élite de l'armée camerounaise et d'autres

unités des forces de défense et de sécurité actuellement en poste à Bamenda. Equipés de pelles, de râteliers et de bennes pour la collecte et le traitement des ordures ménagères, l'objectif des hommes en tenue était de maintenir la cité propre.

D'après le commandant de la 5e Région militaire interarmées basée à Bamenda, le général de brigade Agha Robinson, l'amoncellement des ordures dans les rues de la ville de Bamenda constitue non seulement une menace pour la santé des populations, mais également une menace sécuritaire. En raison de la cessation des activités de l'entreprise Hysacam en charge de la collecte des ordures dans

la ville, notre source indique que l'armée ne pouvait rester indifférente aux souffrances et au calvaire des populations. Le général de brigade Agha Robinson ajoute que les éléments de son unité de commandement se sont également déplacés dans les départements et arrondissements de la région difficiles d'accès en ce moment (en raison de la crise socio-politique qui secoue la région du Nord-Ouest ; Ndlr) pour distribuer les médicaments et kits de premiers soins aux populations défavorisées. De telles activités s'inscrivent en droite ligne des missions régaliennes des forces de défense qui doivent être en permanence au chevet des populations.

# DOSSIER



## LES FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT

*Le mois de Mars est le mois des femmes. Partout dans le monde elles préparent et déclinent des activités pour mener leurs actions du moment à une apothéose, qui conduisent à la montée de la mayonnaise.*

*Qu'est-ce que le 8 Mars ? Dans beaucoup d'esprit ce n'est qu'un gadget cosmétique affirmant que c'est tous les jours que les femmes doivent être impliquées dans leur combat au lieu d'attendre le jour d'une célébration éphémère : le 8 mars. Mais ce moment d'emphase sur leur combat que le quotidien peut avoir rendu banal, n'est rien d'autre qu'une démonstration*

*de puissance. Les femmes sont-elles différentes des hommes dans les questions liées à l'environnement ? Sont-elles plus engagées ? Peuvent-elles être du fait de leur position sociale des agents de destruction ou de pollution de l'environnement ? Ont-elles des activités domestiques qui sont nuisibles à ce même environnement, sans qu'elles ne le sachent ? Quelles sont les figures emblématiques féminines sur le continent ? Y'a-t-il une pensée féminine et/ou féministe sur cette question ? Ce sont les sujets que, votre trimestriel, Bosangi a bien voulu décrypter. Lisez plutôt.*

## Women 4 Climate EMPOWERING NEXT GENERATION OF CLIMATE LEADERS

Women's leadership and expertise can shape sustainable and inclusive cities.

Jator NJENYU

Women make up more than half the world's population, and although they are often disproportionately impacted by climate change, their voices are not always heard due to lack of inclusion and representation at the decision-making level.

Women leaders played a pivotal role in negotiating the Paris Agreement on climate change in 2015, and will be crucial to its success in the future. Now more than ever, enhancing women's participation and leadership will be critical to securing a healthy, prosperous and sustainable future for us all.

Through the Women4Climate initiative, C40 aims to: empower and inspire the next generation of climate leaders through a global mentorship program dedicated to women in C40 cities; influence the conversation through leadership events and create new momentum and interest among future leaders; and raise awareness through research on gender, cities and climate to highlight the key role women play in championing climate action in cities.

Through its research workstream the Women4Climate initiative strives to better understand the interplay between gendered climate impacts in the urban context and the key role played by women in championing climate action in cities.

In recent years, a small number of extraordinary women have emerged as key leaders on global action to tackle climate change. However, more generally, women are grossly under-represented in high-level climate negotiations; tend to be disproportionately vulnerable to climate impacts; and climate solutions tend to ignore gender-specific issues, perpetuating a general bias of infrastructure and services designed predominantly for men. This report sets out proposals for how to correct these imbalances and, through focusing on an inclusive climate action



approach, to ensure that investment to cut emissions and improve resilience will benefit the full diversity of urban citizens, rich and poor, men and women. Gender is an important factor that influences peoples lived experiences within a city, as well as their vulnerability to, and ability to mitigate, climate impacts. The design and planning of transport systems in cities provides an excellent example. Bus and metro networks tend to prioritise routes that bring commuters from the suburbs and outer boroughs into the city centre. These routes are assumed to offer the greatest economic benefit to the city, and they are statistically more likely to be used by men, travelling to and from workplaces. Yet research shows that the majority of journeys on public transport in cities are made by women, taking shorter trips, with multiple stops and at different times of the day to the traditional commuter hours. Women's journeys are often more encumbered, for example with pushchairs or small children; women also face more safety concerns on public transport, which are often factors in their decision-making about what modes to use, and when. Women's organisations and grass

roots activism have played critical roles in increasing women's representation in, and elevating gender issues at, international climate negotiations, as well as empowering women, building capacity, raising awareness and mobilising collective action. However, these activities are often undervalued in discussions about how cities can deliver on what the science says we need and avoid catastrophic climate change.

**To achieve gender-inclusive climate action we need more women in leadership positions, bringing their perspectives and experiences into the decision-making processes, greater consultation with women during policy making, and better analysis of the differentiated gendered needs within cities.**

Strategies to increase women's leadership in climate action and improve consultation detailed in this report include:

**Investing in mentoring programmes for women.** These have huge potential to strengthen female leadership in climate action, especially at the local level. Cities should invest in mentoring programmes and monitor and evaluate them regularly to improve, scale and replicate.



**Applying the GAMMA methodology.**

This methodology can be applied collectively by local governments with grassroots organisations and citizens. It allows cities to examine the gender responsiveness of local policies, and to identify entry points to integrate a gender perspective/gender-informed recommendations.

**Gender responsive participatory planning.** Participatory processes enable local government to harness local knowledge and local priorities to maximise resource effectiveness in climate planning.

Strategies to improve analysis of differentiated gender needs detailed in this report include:

**Collecting gender-disaggregated data.** This provides city leaders and other stakeholders with common data, indicators and vocabulary to devise strategies to increase women's inclusion in climate action.

Gender-responsive budgeting – particularly in infrastructure investments. This enables policymakers to assess the gendered impacts of public spending. In climate finance it would also help to identify how investment in technological innovation to address climate change may disparately impact women.

Conducting women's safety audits. Safety concerns impact women's travel around a city, and can inhibit their participation in low-carbon mobility solutions. Audits can improve safety for women and girls, and provide robust indicators for systematic safety assessments.

To implement the 1.5°C Paris Agreement target and achieve climate action, cities need to include all citizens. These recommendations and tools can guide cities to achieve inclusive climate action.

**Membership**

**Women 4 Climate has a membership that is mostly women, mayors, en-**

**trepreneurs, innovators, students, scientists, activists. "We are dreamers and doers. We are the makers of tomorrow," according to W4C website.**

**"We care deeply about our planet and its citizens, and we are committed to taking action today that will leave a better world for generations to come," the statement on the website continues.**

**Five Reasons Why Climate Action Needs Women**

Ahead of International Women's Day on 8th March, themed "Think equal, build equal, build smart, innovative for change", everyone should acknowledge the benefits that women bring to climate action so that climate change can be properly addressed. Climate change impacts people differently – in terms of socioeconomic circumstances, disabilities, age and gender. When solutions to climate change address these different realities, they are more effective and their impact ripples through society. Here are 5 reasons why climate action and women should be seen holistically.

**1) 100 % of the population needs to be involved**

51% of humanity is comprised of women and girls. To meet the most ambitious 1.5C target of the Paris Climate Change Agreement and to limit warming to well below 2C, it is critical that the needs, perspectives, and ideas of women, as well as of men, are included in climate action so as to create just, effective, and sustainable solutions.

Furthermore, indigenous women have experienced the impacts of climate change for generations and have been forerunners and leaders in environmental conservation. Their knowledge and expertise contributes greatly to building resilience to climate impacts and to cutting greenhouse gas emissions. The traditional skills and knowledge that women have relating to natural resource management in areas such as innovation, waste and energy are effective tools in climate action strategies.

**2) Empowering women means more effective climate solutions**

Women comprise approximately 43 percent of the agricultural labor force in developing countries. When provided with the same access to resources as men, women can increase their agricul-

tural yields by 20 to 30 percent, not only steppin gup total agricultural output in these countries by 2.5 to 4 percent but also contributing to world hunger reduction by 12 or 17 percent, according to the UN. This can positively impact climate adaptation in two ways – appropriate technology or resources contributes to more sustainable farming and conservation, and a reduction in poverty enables individuals to better adapt to changes in climate.

Investing in women and girls creates ripple effects felt throughout entire communities and countries. Research shows that countries with high representation of women in parliament are more likely to ratify international environment treaties.

**3) Women are vital to building climate resilience in communities**

Communities do better in resilience and capacity building strategies when women are also involved in planning. According to the UN, women tend to share information about community wellbeing that is important for resilience and more willing to adapt to environmental changes since their family lives are impacted.

Additionally, women are usually first responders in community responses to natural disasters, leaders in disaster risk-reduction, and contribute to post recovery by addressing the early recovery needs of their families and strengthening community building.

**4) Climate change impacts everyone, but not equally**

It is well established that climate change has a greater impact on those sections of the population that are most vulnerable, whether in developed or developing countries, and exacerbates existing inequalities. Women commonly face higher risks and greater burdens from the impacts of climate change in situations of poverty and due to existing roles, responsibilities and cultural norms.

Targeted investments in gender equality and women's empowerment yield returns in environmental conservation, poverty alleviation, social policy and achievement of the Sustainable Development Goals (SDGs). By tackling climate change with a gender lens, women's rights are also addressed, tackling rather than exacerbating existing gender inequalities.

## Greta Thunberg L'ICONE D'UNE JEUNESSE ECOLO

Elle a mobilisé des milliers de jeunes à travers le monde, pour le climat, le 15 mars 2019. Après avoir fait sensation lors de la 24<sup>ème</sup> Conférence mondiale sur le climat (COP24), à Katowice, en Pologne, en décembre 2018. L'adolescente suédoise, 16 ans, organisatrice d'une grève scolaire à l'échelle de la planète avec « Fridays for future », le mouvement qu'elle a lancé dès son retour de Pologne, est une activiste qui chamboule les codes traditionnels de lutte contre le réchauffement climatique. Portrait

Jean-Célestin EDJANGUE



Elle porte le même prénom qu'une grande actrice dont elle partage également les origines. Comme Greta Gusftasson, plus connue sous le nom de Greta Garbo (1905-1990) et que surnomait « la Divine », Greta Thunberg, jeune fille suédoise, née le 3 janvier 2003, draîne des foules partout où elle passe. Avec des Cheveux longs qui cachent de petites oreilles, la bouille ronde, un regard d'adolescent, mais très persant, et un léger sourire en coin elle est scrutée comme une vraie héroïne. Après tout, elle est peut-être en train de devenir une héroïne du climat. Dès qu'elle apparaît en public, elle s'attire la lumière, les médias et, bien sûr, l'auditoire. Difficile de croire qu'elle a été diagnostiquée du syndrome d'Asperger, alors qu'elle avait 11 ans. Elle fait ensuite une dépression nerveuse qui la conduit à discuter avec ses parents de l'environnement, du réchauffement climatique et ses conséquences, s'appuyant sur des films, articles de presse et autres supports sur le sujet. La conversation est longue, dure plusieurs années. Au fil des mois, Greta Thunberg, parvient progressivement à avoir raison de ses parents. Cette période aurait été déterminante pour la jeune fille qui réalise qu'elle sait argumenter pour convaincre. Son éloquence est un atout supplémentaire à la jeune suédoise.

### « Une militante verte sans concession »

Elle irradie la scène tant son parler est vrai, franc, direct, et son message limpide. Quand elle prend la parole à l'ouverture de la rencontre, le 4 décembre, elle annonce la couleur : « *Ce que nous espérons atteindre par cette conférence est de comprendre que nous sommes en face d'une menace existentielle. Ceci est la crise la plus grave que l'humanité ait jamais subie. Nous devons en prendre conscience tout d'abord et faire aussi vite que possible quelque chose pour arrêter les émissions et essayer de sauver ce que nous pouvons* », déclare-t-elle, à Katowice, en Pologne, lors de la 24<sup>ème</sup> Conférence des Nations unies sur le climat (COP 24), en décembre 2018.

Son intervention à la tribune officielle, lors de la cérémonie de clôture, devant les représentants de 196 pays, est encore gravée dans les mémoires. « *Notre biosphère est sacrifiée pour des personnes riches dans un pays comme le mien puissent vivre dans le luxe* », affirme Greta Thunberg.

Quelques semaines plus tard, elle arrive au forum économique de Davos, en Suisse, en janvier 2019, en justifiant d'abord les motivations des jeunes pour la cause climatique. « *Les jeunes doivent prendre conscience que leur futur est menacé et ils doivent agir, se mettre en colère et transformer cette colère en*

*action* », confie, Greta Thunberg avant d'interpeller les chefs d'État présents. « *Je trouve cela insensé que des gens, rassemblés ici pour parler du climat, arrivent en jet privé* », martèle, l'adolescente, qui est arrivée à la station d'hiver après un voyage de 32 heures en train. « *J'ai arrêté de prendre l'avion à cause de l'environnement* », confie-t-elle dans une interview, ajoutant qu'elle a convaincu ses parents, la chanteuse d'Opéra, Malena Ernman, et l'acteur Svante Thunberg, de faire de même. Tout comme elle les a également amenés à devenir véganes, à ne consommer aucun produit issu des animaux ou de leur exploitation, comme elle-même.

A Davos, elle entend jouer sur la corde de la responsabilité pour sensibiliser les décideurs de ce monde. « *Je ne veux pas que vous soyez désespérés, je veux que vous paniquiez. Je veux que vous ressentiez la peur qui m'habite chaque jour et que vous agissiez, comme s'il y avait le feu, parce que c'est le cas. (...) Il y a encore une petite chance de stopper les émissions de gaz à effet de serre afin d'éviter des souffrances pour une grande partie de la population de la planète* », lance-t-elle, en colère, sous forme de dernier avertissement. Elle n'hésite pas à indexer les 3000 participants, majoritairement des représentants du monde économique et des chefs d'État et de gouvernement.



## « Mobilisation des jeunes pour le climat »

Greta Thunberg, est devenue l'incarnation de l'image de cette jeune mondiale prête à tout laisser tomber, un moment, y compris l'école, pour sensibiliser sur l'urgence climatique. En 2018, alors âgée de 15 ans, elle lance un mouvement mondial par lequel les collégiens et les lycéens décrètent l'école buissonnière le vendredi pour contraindre les Etats à agir contre le changement climatique. Au départ, la jeune suédoise est seule à remuer ciel et terre. Chaque semaine, elle s'assoit par terre devant le Parlement suédois avec une pancarte où il est écrit « *Grève scolaire mondiale pour le climat* ».

Traumatisée par la chaleur d'un été considéré comme l'un des plus suffoquants de la Suède, Greta Thunberg décide de ne pas reprendre l'école le 2 août comme l'exigeait le calendrier scolaire mais, au contraire, de sécher les cours jusqu'aux élections législatives du 9 septembre 2018, visant à renouveler les 349 membres du Riksdag, son Parlement monocaméral. Le même jour avaient également lieu des élections municipales et régionales.

L'engagement de Greta Thunberg, son énergie mise au service de cette cause noble, ont ému les jeunes du monde entier qui en ont fait un véritable phénomène, avec quelques 18 000 followers sur Twitter sans compter des centaines de nouveaux abonnés par jour. Le hashtag #FridaysForFuture a été rapidement adopté en Scandinavie, aux Pays-Bas, en Allemagne, au Royaume-Uni ou encore en France et en Australie où, le 30 novembre, des manifestations de plusieurs milliers d'élèves ont lieu devant les parlements régio-

naux. Signe de la popularité grandissante de cette adolescente, le Time l'a désigné parmi les « 25 most influential teens of the years »

La fabuleuse histoire de Greta Thunberg commence, le 20 août 2018, en apparence de façon insolite. Ingmar Rentzhog, cofondateur de la start-up We Don't Have Time (Nous n'avons pas le temps), croise Greta Thunberg devant le Parlement de Stockholm (Riksdag) et publie un post touchant sur sa page Facebook. C'est le premier jour de la grève lancée par l'adolescente. Le 24 août, sort en librairie une autobiographie mêlant crise familiale et crise climatique, *Scener ur hjärtat*, corrigée par Malena Ernman, la mère de Greta, Svante Thunberg, son père, Beata, sa sœur, et bien sûr Greta. Les parents artistes (chanteuse lyrique et acteur) sont très connus en Suède. Ce qui n'est pas encore le cas de Greta. En réalité, Ingmar Rentzhog et la famille de Greta ont participé ensemble à une conférence sur le climat le 4 mai 2018. La rencontre devant le Parlement de la capitale suédoise n'est donc pas un hasard. Cela n'enlève en rien à la pugnacité de Greta Thunberg. Une adolescente, militante verte, qui semble impressionner jusqu'aux spécialistes des questions environnementales. « C'est une voix très puissante. C'est la voix de la jeunesse, de la colère », reconnaît, Christiana Figueres, ex-experte onusienne du climat. Grâce à l'appel qu'elle a lancé, via le mouvement qu'elle a créé, il a quelques

mois, des milliers de jeunes du monde entier ont répondu présents à la mobilisation, le 15 mars 2019, contre le réchauffement climatique. Les jeunes du Japon, Canada, Kenya ou encore de plusieurs pays d'Europe étaient du lot des manifestants.

Déjà, nombre d'observateurs de la lutte contre le réchauffement climatique et de la sauvegarde de la planète, s'accordent à proposer le nom de Greta Thunberg, que l'on considère comme une des personnalités les plus écolos de son temps, au titre de futur prix Nobel de la paix.

## PRIX, DISTINCTIONS

*Greta Thunberg a été l'une des lauréates du Stevenska Dagbladet, un concours proposant aux jeunes suédois d'écrire un article pour le climat en mai 2018. Thunberg est également l'une des trois nominés pour le prix Héros de l'environnement du WWF Suède. Greta Thunberg a été nominée par la compagnie d'électricité Telge Energi pour le prix Enfants pour le Climat, mais elle a refusé pour ne pas aller en avion à Stockholm. En novembre 2018, elle a reçu la bourse d'études Fryshuset du jeune modèle de l'année. En décembre 2018, elle est citée par le très populaire Time magazine comme l'une des vingt-cinq adolescents les plus influents du monde.*

## Afrique

## LES FEMMES ET LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

**Dans le continent, les ressources végétales s'appauvrissent, le cadre de vie aussi bien rural qu'urbain se dégrade. Les activités quotidiennes des femmes ont un impact sur l'environnement. Quels sont les dégâts environnementaux causés par les tâches féminines ? Quel rôle peuvent-elles jouer dans la protection de leur environnement ?**

Jean Loïc AMOUGOU

**D**ans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, les femmes représentent la fraction la plus importante de la population. Elles sont très inégalement réparties sur l'ensemble du territoire national ; on en dénombre 75% en milieu rural contre 25 % seulement en milieu urbain.

Selon le L'ONU FEMME, dans l'agriculture, elles constituent près de 60% des actifs agricoles et sont présentes à toutes les phases des travaux agricoles où elles sont responsables de 40% des labours, 70% du sarclage et des récoltes, 80% des semis et 90% des activités de transformation agricole. Elles sont présentes dans bien d'autres activités et leur rôle dans les tâches domestiques est prédominant sur celui des hommes. Elles jouent un rôle irremplaçable en tant que mère et épouse.

Mais malgré leur rôle au plan social et dans les activités de production, elles font l'objet d'un certain nombre d'exclusion et d'interdits sociaux qui font d'elles les premières victimes de la pauvreté.

A l'heure actuelle, il est indéniable que toute avancée en matière de développement durable passe nécessairement par l'amélioration des conditions de vie des femmes, qui constituent un groupe social majoritaire, classé parmi les plus vulnérables. Cette vulnérabilité fait référence au manque de recours, à l'insécurité et à toutes les formes de risques auxquels elles sont exposées quotidiennement. Nous savons que le concept de développement durable est intimement lié aux préoccupations relatives aux ressources naturelles et à l'environnement qui doivent être bien gérés pour ne pas compromettre le potentiel de croissance pour les générations futures.



La femme, principal agent du prélèvement des ressources forestières (bois) est l'instrument qui assure le fonctionnement du mécanisme économique, victime qu'elle est de sa pauvreté et du partage des tâches au sein des ménages.

En effet, elle est poussée dans ce rôle, d'abord du fait de son rôle au sein de la famille - c'est à elle qu'incombe la responsabilité de cuisiner et donc de trouver la source d'énergie nécessaire : elle prélève les combustibles ligneux pour son autoconsommation ; elle y est poussée ensuite par la nécessité de survivre, par la pauvreté qui l'étreint, la rive à cette source d'énergie ou l'entraîne dans les circuits de la commercialisation du bois, à la recherche d'un revenu monétaire qui lui permettrait d'améliorer son pouvoir d'achat. Espoir vain, car elle se trouve enrôlée dans le cercle vicieux de la pauvreté : la dégradation que son activité fait subir aux formations végétales rend la nature moins clémente à son égard, elle s'appauvrit plus qu'avant, et sollicite davantage la forêt, qui, est ainsi soumise à une dégradation plus intense.

Pour desserrer l'étau, il faut agir à la fois sur la demande dans le sens d'une diminution de la pression qu'elle exerce sur les ressources en bois d'énergie et

sur l'offre dans les sens de l'accroissement de la restitution par les activités de plantation et de reboisement. Sans minimiser l'importance de la voie d'une réglementation administrative souple, applicable et contrôlable.

La pression que les femmes exercent sur la forêt et les formations végétales entraîne des conséquences dommageables. La disparition de la forêt entraîne la perte des services écologiques dont elle est pourvoyeuse et qui sont très importants pour un développement durable. Il suffit de savoir par exemple, que les forêts de montagne jouent le rôle de protection des bassins versants, de régularisation des eaux des rivières et fleuves, qui sont si indispensables à la productivité de l'agriculture et de l'élevage et des barrages hydroélectriques pour se rendre compte de la gravité du problème causé par leur disparition.

Sans entrer dans l'analyse des aspects économiques de ces services, les facteurs de cette déforestation alarmante sont essentiellement l'agriculture itinérante, la production de combustibles ligneux (bois de chauffe et charbon de bois) et les feux de brousse, etc. autant d'activités nuisible à l'écosystème, dans lesquelles sont impliquées les femmes.

# CES FEMMES QUI PORTENT L'ÉCOLOGIE... COMME LA VIE

L'écologie serait-elle plus naturellement une affaire de femmes que des hommes ? Chaque année, prenant prétexte de la célébration du 8 mars, la journée pour les droits de la femme, des magazines dédiés à la protection de l'environnement, publient un palmarès des femmes les plus « vertes » de la terre. Un classement subjectif, forcément !

Jean-Célestin EDJANGUE

Dans un ouvrage qui fait autorité, paru aux éditions Seuil en septembre 2018, Elisabeth Schreiner, journaliste, militante écologiste et des droits de l'homme, rend hommage aux « Héros de l'environnement ». Nombre de ces héros ont donné leur vie pour que la terre survive. Ainsi en est-il de Berta Cáceres, militante écologiste née le 4 mars 1973 à La Esperanza et assassinée à son domicile au Honduras le 2 mars 2016, alors qu'elle mobilisait son peuple, le Lenca, pour défendre le fleuve Gualcarque dans le département de Santa Barbara. Elle venait de recevoir un an auparavant, le Prix Goldman pour l'environnement créé par Richard Goldman, un philanthrope américain, et remis chaque année depuis 1990 à des défenseurs de l'Environnement. Berta Cáceres avait été victime de menaces pendant plusieurs années sans que rien ni personne ait pu empêcher à ses détracteurs de passer à l'acte.

## « Des noms gravés dans la mémoire collective »

D'autres héros et héroïnes sont restés gravés dans la mémoire collective pour la postérité. Qui ne souvient de Chico Mendes, connu pour son engagement pour la protection de la forêt tropicale, au Brésil, l'Américaine Dian Fossey que certains appelaient affectueusement la «maman des gorilles», à cause de son attachement à la protection des gorilles. Dian a été assassinée le 26 décembre 1985 dans les montagnes des Virunga au Rwanda, comme un soldat dans un champ d'honneur. Femme de courage et d'intelligence, cette Ethnologue, zoologiste et primatologue, était spécialisée dans l'étude du comportement des gorilles de l'Est de l'Afrique. Ken Saro-Wiwa, de son vrai nom Kenule Beeson Saro-

Wiwa, est un écrivain et producteur nigérian, militant écologiste et lauréat du prix Nobel alternatif en 1994. Son combat a porté particulièrement sur les excavations de la multinationale d'exploitation pétrolière Shell dans le golfe du Niger. Il est mort le 10 novembre 1995 à Port Harcourt.

Et que dire de Wangari Muta Maathai, née Wangari Muta, le 1<sup>er</sup> avril 1940 à Ihithe et morte le 25 septembre 2011 à Nairobi... Biologiste, professeur d'anatomie en médecine vétérinaire et militante politique et écologiste, elle avait fait de la sauvegarde du milieu naturel le moteur de sa vie. Elle restera dans l'inconscient collectif, la première femme africaine à avoir reçu, en 2004, le prix Noël de la paix, et celle qui a planté 30 millions d'arbres pour lutter contre le réchauffement climatique.

## « Dix femmes écolos et engagées »

Le magazine bio à la une, a choisi de son côté d'établir, un palmarès des 10 femmes à la fois écolos et engagées, en mettant en lumière leur investissement au quotidien.

## Sri Mata Amritanandamayi Devi (Amma) : « subvenir aux besoins vitaux des plus démunis »

Originaire de l'Inde, elle cultive le bonheur et répand l'amour. Leader spirituel et visionnaire, elle tend son épaulement et donne le «darshan» à tous ceux qui souhaitent soulager leur cœur. Chaque année, elle fait le tour du monde et récolte de l'argent au profit de son ONG humanitaire et écologique Embracing The World. 350 000 personnes l'ont accueilli à Paris en novembre 2016.

## Arundhati Roy : « concilier les droits de l'homme et l'écologie »

C'est une écrivaine et militante pacifiste indienne engagée en faveur des

droits de l'Homme et de l'écologie. Ses positions tranchées, contre les tests nucléaires en Inde et la construction de certains grands barrages qui menacent la vie des populations locales, ont fait sensation. Dans son roman semi-autobiographique *Le Dieu des Petits Riens*, paru chez Gallimard, en 1997, elle dénonce le système de castes responsable de la discrimination et de la mondialisation. Le roman est semi-autobiographique.

## Peggy Pascal : « l'humanitaire rejoint l'écolo »

Elle remporte en mars 2013 le prix Terre de Femmes de la Fondation Yves Rocher pour son action au Kenya. Directrice «qualité des programmes» de l'association Solidarité Internationale, Peggy Pascal développe, en 2008, dans les bidonvilles de Nairobi, la capitale Kenyanne, le concept des sacs potager permettant à la population de cultiver leurs propres légumes. Elle poursuit son projet en Haïti, en Somalie et jusqu'en Birmanie. En 2017, elle devient responsable du «plaidoyer lutte contre la faim» pour ACF France.

## Béa Johnson : « Promouvoir la vie sans déchet »

Elle réalise ce qui, aux yeux de nombreux observateurs, paraissait jusque-là impossible : vivre en produisant zéro déchet dans le pays de la surconsommation. Elle pose ses valises aux États-Unis en 1992, adopte le mode de vie américain puis s'aperçoit qu'il ne lui procure que malaise et insatisfaction. Elle opte donc pour une véritable révolution, décide de tout changer en 2008 pour un nouveau mode de vie simple. Récupération, recyclage, trucs et astuces... Son livre *Zéro Déchet* sorti en 2013, aux éditions Transcontinental, ►►

lui fera devenir la pionnière de cette initiative à la fois économique et écologique.

### **Perrine Hervé-Gruyer : « la permaculture au service de la ferme biologique »**

Elle est à l'origine de la Ferme biologique du Bec Hellouin et produit ses fruits et légumes avec une seule technique : la permaculture. À l'origine de ce projet, Perrine et son mari n'avait aucune expérience agricole. Aujourd'hui pourtant, ils proposent des formations destinées aux professionnels comme aux particuliers. En 2011, la ferme séduit l'INRA et AgroParisTech qui débute ensemble un programme de recherche visant à modéliser leur propre méthode de permaculture.

### **Claire Nouvian : « la santé des mers et des océans d'abord »**

Après une carrière de journaliste, productrice et réalisatrice de documentaires animaliers, Claire Nouvian fonde en 2004 l'association BLOOM pour la protection des océans et des espèces marines. Elle aborde déjà cette cause dans *Expédition dans les abysses, Océanauts* (2004) ou encore *Microcéan* (2003), mais décide de s'y dévouer complètement à partir de 2005. En janvier 2017, elle remporte le "Policy Ocean Award" de Blue Marine Foundation et BOAT Magazine International qui "célèbrent les individus et les projets qui ont apporté une contribution exceptionnelle à la santé des océans".

### **Julie Garnier : « la conservation des écosystèmes »**

Vétérinaire de formation, lauréate de Maisons-Alfort et diplômée du Royal Veterinary College à Londres, Julie Garnier remporte le trophée des femmes en Or 2016, dans la catégorie environnement. Après avoir travaillé avec la tribu Shangaan au Zimbabwe pour comprendre la reproduction du rhinocéros noir, elle met en place une méthode de conservation durable des écosystèmes et des espèces en voie de disparition. Elle inclut dans ses projets les grands enjeux de notre époque, à savoir la

place des femmes, l'économie et la santé.

### **Coline Serreau : « La culture pour sensibiliser à l'écologie »**

C'est une femme de lettre et de théâtre mais c'est aussi une femme de cinéma engagé. Actrice, compositrice et chef de chœur française, c'est sous sa casquette de réalisatrice et scénariste que nous la mettons à l'honneur. Après avoir dirigé *La Belle Verte* en 1996, conte philosophique qui aborde des thèmes aussi divers que l'écologisme, le féminisme, l'humanisme et les valeurs sociales, Coline Serreau réalise en 2010 *Solutions locales* pour un désordre global qui montre les solutions et initiatives aux désordres environnementaux.

### **Christine Desbois : « la mine écologique de Bic »**

Elle remporte, en 2016, le prix de La Parisienne dans la catégorie environnement qui récompense les femmes influentes et talentueuses de l'année. Elle rejoint le groupe BIC dans les années 1990 et convainc son PDG en 2002 de donner une conscience écologique à sa marque. Elle devient la première directrice du développement durable et tente d'atteindre son prochain objectif : l'indexation des bonus du comité exécutif sur des critères de développement durable. Elle est aussi engagée dans un projet de supermarché coopératif à Paris et, via BIC, dans « Nos quartiers ont du talent », le programme d'insertion des jeunes diplômés.

### **Alina Saba : « Priorité au droit des femmes indigènes »**

Née au Népal, elle est connue pour sa participation en septembre 2014 au Sommet des Nations Unies sur le climat au côté de l'ancienne présidente irlandaise Mary Robinson. Chercheuse au Mugal Women's Upliftment Institute, l'Institut pour la promotion des femmes, elle lutte pour les droits des femmes indigènes et la justice climatique. En 2015, elle participe à la COP21 pour défendre ses convictions.

### **Isabel y Melati Wijzen( 10 et 12 ans) : « demain se prépare aujourd'hui ».**

Les deux filles ont monté leur association Bye Bye Plastic Bags, avec pour ambition d'éliminer les sacs plastiques qui défigurent leur environnement quotidien, à Bali, en Indonésie. Pour ce faire, elles ont commencé par des choses simples comme ramasser les sacs sur la plage avec leurs amis. Par la suite, d'autres jeunes les rejoignent pour les aider à ramasser les débris sur les côtes. "Tout le monde connaît le problème des sacs en plastique à Bali. Ils sont partout et dans une grande partie de notre quotidien. Tout le monde les utilise pendant environ 30 minutes, puis, à moins d'être recyclés, ils sont jetés et ensuite polluent notre pays." explique Melati. Progressivement, leur action s'étend et s'affiche comme exemplaire. Elles ont maintenant une équipe de plus de 25 enfants, venant de différentes écoles de la région, à leurs côtés. Mais, les filles veulent aller encore plus loin en mettant en place une pétition pour interdire l'utilisation, la vente et la production de sacs en plastique à Bali. Elle n'hésitent jamais à solliciter le coup de pouce nécessaire des médias, qu'ils soient traditionnels (radio, télévision) ou modernes (réseaux sociaux). Elles travaillent avec le gouverneur de Bali et bénéficient du soutien d'ambassadeurs comme l'Australie, le Canada, la Hollande, la Nouvelle-Zélande, l'Italie et les États-Unis.

### **Vandana Shiva : « la guerre contre le gaspillage des richesses naturelles »**

Ecoféministe, véritable icône en Inde, largement inspirée par Gandhi, Vandana Shiva ONG, Navdanya, œuvrent pour la biodiversité, le partage des connaissances et contre le pillage des richesses naturelles. Bien sûr, de nombreuses autres femmes auraient pu être dans ce palmarès. A commencer par Greta Thunberg, l'adolescente suédoise, 16 ans, qui a mobilisé des milliers de jeunes dans le monde, le 15 mars 2019, pour le climat.

## LES AMAZONES DE L'ÉCOLOGIE



Alina Saba



Béa Johnson



Arundhati Roy



Christine Desbois



Claire Nouvian



Coline Serreau



Isabel y Melati Wijzen



Julie Garnier



Peggy Pascal



Perrine Hervé



Sri Mata



Vandana Shiva

## Féminin-Bio

## UN MAGAZINE FEMININ CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Fondé en 2007 par Anne Ghesquière, FémininBio défend les valeurs d'un mode de vie saine, positif et durable. Le magazine en ligne, qui est également disponible sur support papier depuis 2015, ne cesse de se métamorphoser, à la conquête des femmes soucieuses de vivre en harmonie avec elles-mêmes et la nature.

Boris NGOUNOU

Le lancement officiel, le 29 novembre 2019, du nouveau site web de Fémininbio, marque un tournant décisif dans le processus de métamorphose de ce média indépendant et engagé dans la lutte écologique. L'arrivée du nouveau site, doté d'un logo et d'un design de couleur rouge et vert, avait été précédée quatre mois plutôt par le lancement avec Palpix (une société spécialisée dans le conseil et le développement de projets numériques), de la version iPad du magazine. Cela permettait au magazine de répondre à la demande croissante de lecteurs sur tablette, avec plus de 10 000 visites mensuelles.

Dans son périple vers la satisfaction d'une cible aux préférences diverses, FémininBio lance le 24 septembre 2015, une version papier, tirée à 40 000 exemplaires et distribuée dans toute la France, et dans les autres pays francophones. « Nous sommes portés par le succès du site, de son audience et la demande de notre public d'avoir un support papier. Nous avons aussi gagné en confiance grâce à nos 9 ans d'expérience pour pouvoir partager un contenu conscient, de qualité et avec les meilleurs experts » a justifié Anne Ghesquière, la fondatrice de FémininBio, qui n'est pas en moins dans ce choix stratégique. « Je suis une femme "de



*papier", car je suis aussi éditrice de livre (et auteure). Le papier, ça me fait kiffer ainsi que toute l'équipe! Mon associé (Michaël Amand) connaît aussi très bien les médias, il vient de cet univers».*

### FémininBio, un magazine qui se diversifie tout en préservant ses fondamentaux

L'enrichissement de l'offre de support de FémininBio (version online, iPad et papier) ne déroge en aucun moment à l'éditoriale que le média écologique s'est assigné à sa naissance en 2007. À savoir, la défense des valeurs d'un mode de vie sain, positif et

durable. FémininBio est au cœur de cette mission en initiant la nouvelle culture et en abordant des thèmes de société et des sujets qui touchent l'ensemble de la population féminine : la santé, le bien-être, la beauté, la cuisine et bien d'autres. Le magazine place la femme, en totale harmonie avec l'homme, et la présente comme étant la clé de la lutte contre les changements climatiques.

FémininBio totalise désormais plus de 700 000 visiteurs uniques chaque mois sur son site et bénéficie d'une large communauté féminine de plus de 320 000 membres sur sa page Facebook.



## Wangari Maathai TOUTE UNE VIE DEDIEE A LA FORET

La militante écologiste s'est sacrifiée pour préserver cette ressource, au péril de sa vie.

Eric Vincent FOMO

Dans le cadre de la célébration de la journée Wangari Maathai 2019 le 3 mars dernier, une salle de conférence a été inaugurée en son honneur au August 7th Memorial Park, à Nairobi au Kenya. L'évènement organisée par le Mouvement de la ceinture verte qu'elle a elle-même créé en 1977, est la preuve que huit ans après la disparition de Wangari Maathai (décédée le 25 septembre 2011 ; Ndlr), l'image de la militante écologiste kenyane a du mal à disparaître de la mémoire collective. Décédée à l'âge de 71 ans, « *Tree Woman* » comme on la surnommait a consacré une grande partie de sa vie au combat écologique. Sa vision était de lutter contre l'érosion des sols en plantant des arbres. Plus de 40 ans après sa création, le « *Mouvement de la ceinture verte* » encore appelée Green Belt Movement en anglais, a planté plus de 40 millions d'arbres sur l'ensemble de l'Afrique.

Wangari Maathai avait fait du reboisement de l'Afrique une cause panafricaine. Les arbres, selon elle, étaient des symboles de la préservation des ressources naturelles du monde. C'est d'ailleurs le déboisement accéléré du Kenya, son pays qui l'a fait prendre conscience de l'urgence d'agir. Il y a 50 ans, le Kenya était recouvert à 30% par des

forêts. Or, aujourd'hui, à peine 1,7% du territoire est boisé. Dans son combat, Wangari a su allier son mouvement écologique à la lutte contre la pauvreté. Surtout celle des femmes qui constituent 90% de son association. « *Chaque fois que vous plantez un arbre, vous plantez aussi une graine d'autonomie pour les femmes, une graine de respect pour l'environnement* », avait-elle coutume de déclarer.

### Téméraire dans ses combats

Wangari Maathai s'était plusieurs fois opposée à des projets gouvernementaux menaçant la survie de l'environnement. Sous l'ère de Daniel Arap Moi dans les années 1980-1990, elle a été plusieurs fois arrêtée, rouée de coups, incarcérée... Malgré ce traitement, son zèle n'a pas pris une ride. L'on se souvient de son opposition en 1989 au projet de construction d'un immeuble de 62 étages dans le parc d'Uhuru en plein cœur de la capitale Nairobi. Son engagement sera récompensé par l'obtention du prix Nobel de la paix en 2004. Les jurés ont salué son « approche holistique du développement durable, qui englobe la démocratie, les droits humains et en particulier ceux de la femme ».

### Un parcours atypique

Originaire de la tribu des Kikuyu, l'ethnie majoritaire au Kenya, Wangari Maathai voit le jour le 1er avril 1940 à Ihite, dans le centre fertile du Kenya. Troisième d'une fratrie de six enfants, elle s'envole en 1960 pour les Etats-Unis après avoir été sélectionnée pour le « pont aérien » de John Fitzgerald Kennedy, qui permettait d'envoyer étudier chez l'Oncle Sam les meilleurs produits des jeunes nations africaines. Elle obtient une licence de sciences au Mount Saint Scholastica College, une maîtrise de biologie à l'université de Pittsburgh, en Pennsylvanie. De 1967 à 1969, elle poursuit une partie de ses études doctorales dans les universités de Giessen et de Munich, en Allemagne. A 31 ans, elle est la première femme d'Afrique de l'Est et d'Afrique centrale à obtenir le titre de docteur ès sciences. En 1976, elle est la première femme à diriger le département d'anatomie vétérinaire de l'université de Nairobi. Wangari se marie à 29 ans à Mwangi Mathai, homme politique. Ils eurent trois enfants ensemble. Par la suite, son mari demande le divorce en l'accusant faussement d'adultère. Le divorce est prononcé en 1979.



# Ensemble, gardons Douala propre !

## PAROLE DE TOUBIB !

Si la propreté est une vertu morale, elle est aussi, et très concrètement, un bien public : à ce titre, elle est notre affaire à tous. La propreté de Douala concerne chacun de nous dans ses allées et venues, au quotidien. Il est temps d'ouvrir les yeux et de regarder bien en face: l'insalubrité nous cerne.

La saleté nous assiège. Et son cortège de maladie nous guette. Qui peut se prétendre à l'abri d'un microbe que le vent propagera de quartier en quartier ? Il n'y a pas de liesse quand la crasse n'est pas loin, omniprésente, nauséabonde. La vie suffoque sous cette étreinte de la malpropreté. Parole de toubib: il y a urgence en la demeure. L'asphyxie nous menace: agissons avant qu'il ne soit trop tard ! Hommes, femmes, adolescents et enfants valides, chômeurs ou travailleurs, industriels, entrepreneurs, commerçants, débrouillards, débrouillardes.

Douala ne sera jamais une belle ville sans votre participation active et enthousiaste. Comme plusieurs rivières forment un grand fleuve à leur confluence, faisons chacun un petit geste pour Douala, pour notre ville. Un tout petit geste pendant les Journées Citoyennes de Propreté, et Douala respirera.



**Dr Fritz NTONE NTONE**

## LA LONGUE MARCHÉ DES FEMMES POUR L'EGALITE

En 1977, la date du 8 mars a été instituée par les Nations unies pour célébrer la journée internationale du droit des femmes. La mobilisation massive des femmes, un peu partout dans le monde, est aussi l'occasion de faire le point sur les inégalités dont elles sont victimes. Avec, souvent, des initiatives marquantes pour sensibiliser l'opinion internationale.

Jean-Célestin EDJANGUE

C'est la continuité d'une lutte âpre et longue, commencée au début du 20<sup>ème</sup> siècle, avec les revendications des ouvrières, pour de meilleures conditions du travail et l'égalité de traitement avec les hommes notamment en matière de responsabilité et de salaire, ainsi que des manifestations de nombreuse femmes, en Europe et aux Etats-Unis, réclamant le droit de vote.

Cette conjonction de facteurs, a permis la proposition de création d'une « Journée internationale des femmes » (JIF), par Clara Zetkin, lors de la conférence internationale des femmes socialistes, en 1910. L'idée s'inscrit alors totalement dans une perspective révolutionnaire.

Mais, comme toute proposition, elle devait encore être étudiée et amendée. Il faut attendre 1917, au moment de la grève des ouvrières de Saint-Petersbourg, en Russie, pour que la date du 8 mars soit avancée, devenant progressivement une réalité qui, quelques décennies plus tard, allait être officialisée. Le combat des femmes, pour l'égalité avec les hommes, est, en réalité, le reflet de l'histoire de leurs luttes.

Après 1945, la Journée internationale des femmes devient une tradition dans le monde entier. La date est réinvestie dans les années 70 avec la vigueur du mouvement féministe. La reconnaissance officielle par les Nations unies de la « Journée internationale des femmes », en 1977, puis en France en 1982, à l'initiative du Mouvement pour la Libération de la femme (MLF) et de la ministre Yvette Roudy. Le gouvernement fait alors du 8 mars une célébration pour les droits des femmes, mais aucune loi ni décret n'en font mention, comme cette célébration devait conserver quelque chose de



marginal. Les choses semblent être beaucoup plus claires sur le terrain. C'est une journée de manifestations à travers le monde, l'occasion de faire un bilan. Et là, il n'y a vraiment pas de quoi se réjouir pour les femmes.

En France, en matière de salaire, par exemple, l'écart entre les hommes et les femmes, à travail égal et à compétences similaires, reste toujours aussi important. Invitée jeudi matin, 7 mars, 2019, sur Radio Classique, la ministre du Travail Muriel Pénicaud a expliqué qu'il fallait « commencer par s'attaquer au noyau dur », référence à l'écart salarial de 9% entre les hommes et les femmes pour le même travail. « On doit avoir réglé ce problème d'ici la fin du quinquennat, on a cette ambition », a ajouté la ministre, tout en précisant que « ça fait 45 ans que la loi l'interdit ». Quel aveu ! Pourtant « L'égalité hommes-femmes rend les entreprises plus performantes et plus innovantes », a déclaré le même jeudi, Emmanuel Macron en rendant visite à une société modèle en matière de féminisation et d'égalité salariale, précisant que promouvoir cette égalité est « à la fois un devoir politique et moral » mais c'est « aussi bon pour les entreprises ».

Mais là encore, on a envie de dire,

une fois de plus, halte aux incantations ! Place aux actes concrets. D'autant plus que, selon l'Insee, l'écart de salaire entre les hommes et les femmes peut atteindre jusqu'à 23,7% compte tenu du fait que les femmes occupent parfois des métiers moins qualifiés et des postes moins bien payés.

Symboliquement, les femmes ont arrêté de travailler, 15h40, le 8 mars, pour rappeler aux patrons et au gouvernement français que à partir de cette heure-là les femmes travaillent gratuitement le restant des jours de l'année.

Autre préoccupation, la sous-représentation des femmes qui travaillent dans les médias. Le Conseil supérieur audiovisuel, tire la sonnette d'alarme. Après une légère amélioration ces dernières années, la proportion de femmes dans les médias s'est dégradée en 2018, selon le rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel, publié vendredi 8 mars 2019. Le chiffre est passé à 39%, soit un point de moins qu'en 2017. Le CSA précise que cette "contreperformance préoccupante" est due aux radios (37%, soit -1 point), tandis que les télévisions sont stables (42%). Par catégories, télévision et radio confondues, les animatrices/présentatrices sont 47% ►►

(-1 point), les journalistes chroniqueuses 38% (-2 points) et les invitées politiques ne sont que 27%, un recul significatif de 5 points par rapport à 2016. *"Cette sous-représentation est d'autant plus préoccupante qu'en 2017, le personnel politique de l'Assemblée nationale s'est particulièrement féminisé"*, explique encore le CSA.

## « Une Camerounaise à l'Elysée »

Lors de cette journée internationale des droits des femmes, Emmanuel Macron, président de la République française, a remis, vendredi 8 mars, le premier prix Simone Veil à Aïssa Doumara Ngatansou, qui se bat depuis plus de 20 ans contre les mariages forcés et les violences sexuelles depuis son pays, le Cameroun. Elle est notamment coordinatrice de l'Association de lutte contre les violences faites aux femmes. Elle a exhorté les autorités françaises et l'opinion publique internationale à ne pas baisser la garde, le combat étant à la fois difficile et long. Aïssa Doumara, Camerounaise de 46 ans, reste préoccupée par la situation de certaines femmes dans son pays, rappelant que le pari n'est pas encore gagné. « Tant qu'il y aura une seule femme victime de violences, une seule fille mariée de force, nous devons continuer la bataille et le combat pour que cela cesse. Ce prix, c'est un honneur et une marque de reconnaissance. Je suis très émue. La chaîne de défense des droits des femmes ne doit pas s'arrêter ». Pour elle, c'est dans la conception même de la cellule familiale, qui repose essentiellement sur le rôle du père, chef de famille, qui est à revoir. «

C'est l'organisation sociale patriarcale qui est une réalité aussi bien dans mon pays qu'ailleurs. Cette façon de penser, d'attribuer des rôles secondaires aux femmes, de valoriser les hommes, conduit à cette négation de la place de la femme et aux violences qu'elles vivent », constate-t-elle, et de conclure : *« Il faut travailler à la sensibilisation, à l'éducation, pour faire changer le comportement des hommes et des femmes. Ce n'est pas une lutte contre les hommes, c'est une*

*lutte contre le système.»*

## « Au-delà de la mobilisation, des initiatives originales »

Comme chaque année depuis plusieurs décennies, le 8 mars, a été l'occasion pour les femmes, de manifester leurs colères, face aux nombreuses inégalités dont elles sont victimes. Mais pour le 8 mars, 2019, elles ne sont pas contentes de manifester, elles ont surtout rivalisé d'imagination pour sensibiliser l'opinion publique, à l'échelle internationale, sur leur situation.

En France, environ 200 rassemblements ont été annoncés pour la journée du 8 mars, regroupant 15 000 manifestants selon les organisateurs. À Paris, 6000 personnes se sont rassemblées sur la Place de la République à partir de 15 h 40, heure symbolique à partir de laquelle les femmes travaillent gratuitement : l'écart de salaire avec les hommes est de 26 % inférieur en moyenne selon les associations. Si le rassemblement parisien est plus fourni cette année que le 8 mars 2018, il reste très en deçà de la mobilisation générale contre les violences faites aux femmes, en novembre 2018, initiée par le mouvement *« Nous Toutes »*. La manifestation avait alors drainé 30 000 personnes à Paris, et 50 000 dans toute la France. En Grèce, un arrêt de travail de trois heures a été observé dans de nombreuses administrations, une première. Même chose en Belgique, où les membres du parlement européen ont fait grève devant l'entrée du bâtiment, à Bruxelles.

Ainsi, à Berlin, où la tradition voulait que l'on offre des fleurs à ses collègues femmes, au travail, cette pratique a été abandonnée. Le geste pouvant prêter à confusion au moment même où l'on cherche davantage à mettre en avant les combats pour les droits des femmes. Le Land a fait du 8 mars un jour férié. La décision, fraîchement votée en janvier, a été appliquée immédiatement, le 8 mars 2019. Une première en Allemagne, pays où les jours fériés sont moins nombreux, en comparaison avec la France, par exemple. Il s'agissait donc pour Berlin, qui était

un des Länder qui comptaient le moins de jours fériés, d'en avoir un de plus pour se rapprocher un peu plus des autres : 9 jours par an, contre 13 dans la riche Bavière et 12 jours dans le luxueux Bade-Wurtemberg, preuve que la prospérité n'est pas peut-être pas toujours une affaire de volume de travail. La coalition tripartite au pouvoir à Berlin (sociale-démocrate, gauche radicale, Verts) a donc décidé de mettre fin à ce déséquilibre régional, et d'harmoniser la situation de Berlin avec le reste de l'Allemagne. Au Mexique, le 8 mars s'est déroulé dans le prolongement du vaste mouvement, lancé par les femmes, quelques semaines auparavant, de grèves massives qui ont touché 120 usines et réunit près de 70 000 travailleurs et travailleuses. La journée du 8 mars 2019 a été particulièrement marquée par la dénonciation des violences faites aux femmes et des féminicides. En Italie, 50 000 manifestantes en grève à Rome et plusieurs milliers à Milan, Naples, Gênes, Bologne ou Palerme contre toutes les violences et discriminations dans la famille, au travail, dans la rue, les hôpitaux ou les écoles. À Rome, la capitale, les manifestantes arboraient des tenues rouges et blanches, s'inspirant de La Servante écarlate en symbole de protestation. À Istanbul, la police turque tire des gaz lacrymogènes contre des milliers de femmes rassemblées dans le centre ville, malgré l'interdiction de manifester qui leur a été signifiée.

Corée du Sud, Algérie, République de Macédoine du Nord, Kenya, Irak, Ukraine, Algérie, Pakistan, Australie, Inde, Bangladesh, Irlande, Cameroun, Suisse, Soudan, Royaume-Uni, Chine, Burkina-Fasso, Serbie, Philippines, Honduras, États-Unis, Canada, Chili... partout dans le monde des rassemblements géants parfois assortis d'arrêts de travail ont mobilisé les femmes pour défendre leurs droits en ce 8 mars 2019. Des femmes qui vivent, de plus en plus, dans la précarité, puisqu'elles représentent 70% des quelques 3,5 milliards de personnes qui survivent chaque jour avec moins de 2 euros (moins de 1.300 F CFA)..

# Sommet de Nairobi sur l'environnement L'URGENCE D'UN PACTE MONDIAL

*La communauté environnementale mondiale voit d'un bon œil la définition de modes innovants de consommation et de production durables.*



Eric Vincent FOMO

**I** est urgent d'agir. Il faut se mobiliser et vite pour léguer aux générations futures une planète où il fait bon vivre. Le défi était au centre des assises de la 4<sup>e</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le climat et l'environnement. L'évènement a été organisé par le Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP) du 11 au 15 mars dernier à Nairobi au Kenya. Il a permis aux Etats de faire bouger les lignes afin que des mesures « fortes » soient prises pour protéger la planète. L'état d'urgence a été déclaré à Nairobi, car les signaux actuels sont au rouge. Selon la Banque mondiale, 91% de la population mondiale est exposée à la pollution atmosphérique. Par ailleurs, 50% de la faune pourrait disparaître d'ici 2 100 à cause du dérèglement climatique, si rien n'est fait.

### Des thématiques ambitieuses

Le thème retenu pour cette grand-messe mondiale de l'environnement était : « Solutions innovantes pour relever les défis environnementaux, garantir la consommation et la production durables ». Les plus de 4700 officiels présents (chefs d'Etat,

ministres, PDG de multinationales, représentants de l'ONU et d'ONG, etc.) ont cogité sur l'examen de technologies, solutions et politiques innovantes allant dans le sens de la promotion d'une consommation et d'une production durables. L'idée d'un « traité international juridiquement contraignant » pour contrer la pollution des plastiques a été abordée par le Fonds mondial pour la nature (WWF). Ce d'autant plus qu'une étude publiée cette année par l'ONG révèle que la production de plastique pourrait augmenter de 40% d'ici à 2030 dans le monde.

### Déclarations fortes

En marge de la 3<sup>e</sup> édition du « One Planet Summit » tenue le 14 mars dernier, le groupe de la Banque mondiale a déclaré qu'il va mobiliser 22,5 milliards de dollars pour l'action climatique en Afrique entre 2021 et 2025. Ce montant représente plus du double des engagements de la Banque mondiale dans des projets climatiques depuis cinq ans. Ce financement va s'attaquer prioritairement à la promotion des énergies renouvelables, la protection de la biodiversité et le renforcement de la résilience et de l'adaptation. Ces ac-

tions s'inscrivent en droite ligne du Plan d'action de la Banque mondiale sur l'adaptation au changement climatique et la résilience. Ledit plan promeut une approche intégrée et cohérente pour la gestion des risques climatiques. Dans le domaine agricole, il préconise le recours aux semences améliorées ou aux techniques d'agroforesterie pour renforcer la résilience des petits producteurs aux phénomènes météorologiques extrêmes.

### L'Afrique paie un lourd tribut...

Le choix d'un pays africain - Kenya - pour abriter la 3<sup>e</sup> édition du « One Planet Summit » n'est pas fortuit. Le continent africain n'est en effet responsable que de 3,8 % des émissions totales de gaz à effet de serre dans le monde. Paradoxalement, la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne subissent les contrecoups de sécheresses et d'inondations de plus en plus sévères. Dans une région où l'agriculture représente entre 30 et 40% du PIB, la hausse des températures de 1,5°C à 2°C d'ici les années 2030 et 2040 pourrait entraîner une réduction de 40 à 80% des surfaces cultivables pour le maïs, le mil et le sorgho.

## IL Y A 33 ANS LA CATASTROPHE DU LAC NYOS AU CAMEROUN

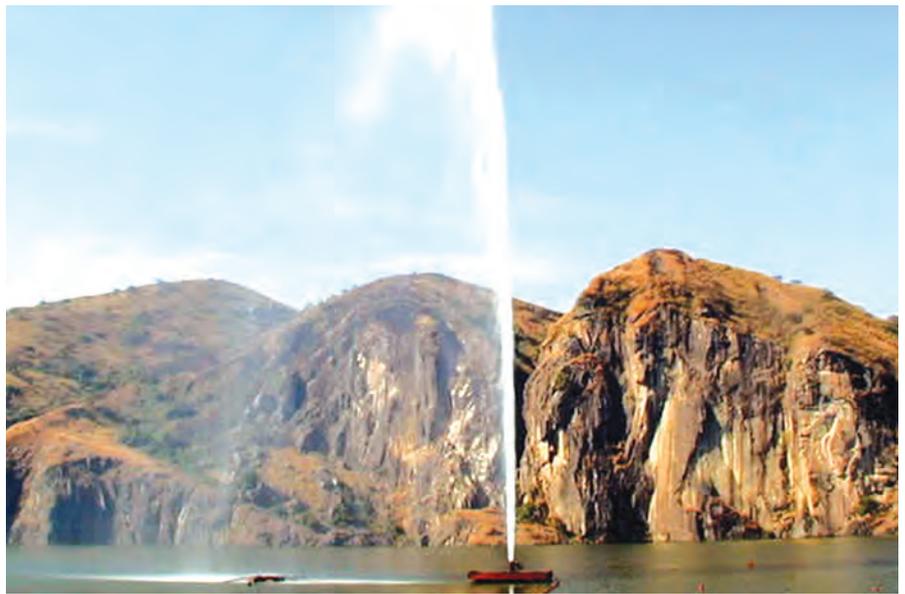
**Nord- Ouest du Cameroun, le lac Nyos ou lac LWI, juché à 1100 m d'altitude qui s'est formé sur le cratère d'un ancien volcan aujourd'hui éteint.**

Eric Vincent FOMO

Le 21 Août 1986, les premiers témoins découvrent près de 2000 corps d'hommes, de femmes et d'enfants mais aussi des cadavres de moutons, de vaches, de chèvres, morts dans un environnement intact et d'ailleurs même « plus luxuriant et verdoyant » selon plusieurs témoignages. Le lac Nyos venait de faire une éruption limnique, éruption caractérisée par le dégazage brutal d'un lac dont les eaux de surface et ceux de profondeur ne se mélangent que très rarement (1 fois par an, par décennie, ou même par siècle). Ce phénomène est le relargage, par le lac, des gaz volcaniques émis en continu par un volcan et accumulés durant des années dans les couches profondes du lac. Cette « explosion » de gaz a répandu un nuage hautement toxique et asphyxié des centaines de personnes et d'animaux. Mais, plus de 30 ans après ce phénomène, aucune certitude n'est émise sur ce phénomène.

Dès l'annonce de la catastrophe, on le devine, plusieurs scientifiques et experts camerounais et internationaux ont fait le déplacement, pour certes satisfaire la curiosité scientifique sur les causes et les conséquences de toute catastrophe de cette envergure. Mais dans ce cas de figure, le Cameroun s'est vu devenir le théâtre « d'alliances » scientifiques comme en avait jamais vues auparavant. Chaque puissance scientifique et technologique voulant développer la « vraie » thèse et donner le meilleur éclairage sur la question.

D'après la délégation française,



conduite par Haroun TAZIEFF, le volcan sous-jacent au lac aurait expulsé, au cours d'une éruption phréatique, un nuage de vapeur brûlante avec une forte concentration de CO<sub>2</sub>. Il demeure impossible, dans l'état des choses, aussi bien de prévenir une éruption volcanique de type phréatique et encore moins de l'empêcher. A l'inverse, les scientifiques américains vont quant à eux développer la thèse selon laquelle un détonateur interne ou externe aurait déstabilisé la couche supérieure des eaux faisant office de bouchon et le lac aurait spontanément vomi une bulle de gaz toxique. Donc, une fois ce détonateur identifié, il serait non seulement possible de prévoir mais aussi d'éviter ce genre d'éruption.

Toutes ces théories, camerounaises et étrangères, n'ont finalement pas pu apporter des réponses claires dans l'esprit de la population. Cependant, en 1987, une opération de dégazage du lac est entamée. Ce qui n'empêchera pas aux intervenants de continuer à s'épancher sur l'aspect théorique aboutissant, en mars 1987, à l'organisation de la Conférence sur le Lac NYOS au palais des Congrès de Yaoundé. Soixante-seize (76) camerounais et quatre-vingt-sept experts venant de trente-cinq (35) pays différents y participent sans aboutir à quoi que ce soit de concret.

Et plus aberrant encore, en Juillet 1987, l'UNESCO, organisera, sous la pression des chercheurs français et

américains, un séminaire sur la catastrophe camerounaise du Lac NYOS « sans le Cameroun » !!

Cette tragédie recèle donc beaucoup de points non élucidés et n'a finalement pas permis de savoir comment le Cameroun allait se préparer à ce genre de cas de figure et quelles réponses le pays y apporterait !

Le dégazage du lac Nyos s'est poursuivi jusqu'en 2016 et, plus de trente (30) ans après, les troupes camerounaises sont toujours stationnées aux abords du site même si les rescapés sont aujourd'hui de retour et mènent leur vie tranquillement aux abords du lac.

Ceci ouvre aussi le débat sur les autres lacs des pays de l'Afrique centrale qui se trouve sur d'anciens volcans ou qui contiennent du gaz carbonique en quantités des fois indéterminées. A titre illustratif, le lac KIVU qui, d'après les études, contiendrait trois cents (300) fois plus de gaz carbonique que le lac Nyos ; le taux de saturation en CO<sub>2</sub> de ce lac serait presque atteint et pourtant plus d'un million d'individus vivraient à ses alentours immédiats. Doit-on attendre un autre « lac Nyos » ? La mascarade nationale et internationale après cette tragédie n'ayant sûrement pas permis de tirer des enseignements et de prévenir ce genre de catastrophes, quel pays africain peut aujourd'hui faire face à ce phénomène et protéger ses populations ? Il ne serait pas superflu de dire que la leçon LAC NYOS n'a pas été sue !!

## Port-Louis PREMIERE VILLE AFRICAINE OU IL FAIT BON VIVRE



**Les autorités de Port-Louis n'en demandaient pas plus. Le plan d'urbanisation de la capitale de Mauricienne, lancé en 2016, commence à porter des fruits, bien avant son échéance. Pour l'année 2019, la smart city est classée première ville africaine où il fait bon vivre.**

*Boris NGOUNOU*

Le vœu qui avait été formulé par Vishnu Lutchmeenaraidoo, alors qu'il occupait encore les fonctions de ministre des Finances et du Développement économique de Maurice, semble se concrétiser. En procédant le 16 janvier 2016 à la présentation officielle de la politique de développement de la capitale mauricienne, celui qui aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, disait que « *D'ici 2020, Port-Louis sera un modèle à répliquer dans les autres villes et villages du pays, et même sur le continent africain.* » Et voilà, le plan d'urbanisation intitulé Port-Louis Smart City, n'a pas attendu 2020 pour commencer à glaner les lauriers. Après avoir figuré dans le Top 4 des villes d'Afrique où il fait bon vivre en 2018, la cité portuaire d'environ 150 mille habitants est aujourd'hui à la tête de ce classement.

Port-Louis est la première ville africaine où il fait bon vivre, selon le 21e classement des villes du monde, publié le 15 mars 2019 par Mercer, un cabinet français, spécialisé dans la santé, la prévoyance, la gestion des talents et l'investissement. Pour réaliser ce classement, Mercer a passé au crible 450 villes dans le monde, en insistant sur des critères qui résident au cœur de la politique de développement de Port-Louis, notamment la protection de l'environnement, et le climat sociopolitique et économique qui prévaut dans les villes.

### **Port-Louis, une smart city... verte**

Le projet Port-Louis Smart City, compte quatre objectifs parmi lesquelles celui de faire de la capitale mauricienne, une ville verte. Cela passe par la limitation de la consommation en eau potable (-85 % de la quantité de 2016); la surveillance de

la qualité des eaux rejetées; la maîtrise de la consommation énergétique (-25 %); préserver et promouvoir la biodiversité portuaire et les risques environnementaux. Pour ce qui est de la mobilité urbaine, les transports en commun sont privilégiés, à travers la rénovation des gares Victoria et Immigration. L'entrée de Port-Louis côté sud se fait par la rue Decaen et au nord, par la place de l'Immigration. Les bus déposent leurs passagers et repartent sans utiliser cet espace comme parking. Ce qui allège le problème de la congestion routière de 40 %.

En prenant en compte les aspects économiques et culturels, le projet Port-Louis Smart City s'élève à un coût global de 322 880 000 euros. À terme, le projet créera près de 12 000 emplois, et sera-en même d'attirer 60 000 visiteurs par an à Port-Louis.

## KNOWING THE GLOBAL GREEN GROWTH INSTITUTE

The Global Green Growth Institute (GGGI) is a treaty-based international, inter-governmental organization dedicated to supporting and promoting strong, inclusive and sustainable economic growth in developing countries and emerging economies.



Jator NJENYU

GGGI is headquartered in Seoul, South Korea. The organization aims to promote green growth, a growth paradigm that is characterized by a balance of economic growth and environmental sustainability. The institute provides research and stakeholder engagement for green growth plans, especially in developing countries, aiming to replace the more typical paradigm based on industrial development.

Founded to support green economic growth that simultaneously addresses poverty reduction, job creation, social inclusion, and environmental sustainability, GGGI works across four priority areas that are considered to be essential to transforming national economies, including energy, water, land use, and green cities.

GGGI envisions a resilient world achieved through strong, inclusive, and sustainable green growth, and is dedicated to supporting the transition of GGGI Member countries toward a green growth model. In pursuit of these goals, GGGI works with developing and emerging countries to

design and deliver programs to demonstrate new pathways for pro-poor, sustainable economic growth. It supports stakeholders through the delivery of comprehensive products and services designed to assist in developing, financing, and mainstreaming green growth to support the implementation of national economic development priorities and international commitments.

The Global Green Growth Institute was founded on the belief that economic growth and environmental sustainability are not merely compatible objectives; their integration is essential for the future of humankind. GGGI works with partners in the public and private sector in developing countries around the world to put green growth at the heart of economic planning.

GGGI supports emerging and developing countries that seek to develop rigorous green growth economic development strategies. GGGI carries out research into various aspects of green growth theory and practice and facilitates the engagement of the private sector expertise and resources in the implementation of green

growth strategies.

### What is the Global Environment Facility for?

Among the most powerful environmental protection instruments is the Global Environment Facility (GEF).

The **Global Environment Facility**, or **GEF**, is an organization financing environmental projects around the world.

Created in 1991 by the World Bank, the United Nations Development Program or UNDP and the United Nations Environment Program or UNEP, it provides grants for various investment, assistance or research projects aimed at the preservation of the environment.

It is one of the major instruments of the protection of the environment thanks to its multilateral status. The GEF organization collaborates with all actors in the field, both with NGOs (non-governmental organizations) and international institutions, with the public and private sectors, with developed, developing and emerging countries.

Since its inception, the GEF has funded more than 2,000 projects in 165 countries and organized major global events around the environment: the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants, the Convention on Biological Diversity, United Nations Framework Convention on Climate Change and the United Nations Convention to Combat Desertification.

### Which projects finance the GEF?

The projects supported by the Global Environment Facility all target the preservation of the environment. They can belong to four different areas considered as priority:

- The protection of biodiversity, affected by the degradation of natural habitats, poaching, global warming, etc.
- The reduction of greenhouse gases causing climate change and depletion of the ozone layer;
- The effects of global warming, from the increase in natural phenomena to rising water levels;
- Regression and degradation of

soils, from the destruction of vegetation cover to the impoverishment of soils due to intensive agriculture or the use of pesticides ;

- Water pollution and the protection of international waters, be they chemicals, bacteria proliferation, warming or accumulation of household waste;
- Persistent organic pollutants, toxic chemicals as harmful to health as the environment, including many pesticides.

The GEF is also behind a fund to support the development of least developed countries to facilitate and accelerate their adaptation.

Who participates in the GEF?

The GEF has 183 countries. Among them, 32 including France are donors, bringing the organization the funds it needs. It is led by a Board of Representatives who oversee and implement all actions of the Global Environment Facility. They are responsible for choosing and adopting programs, coordinating and implementing selected projects. These members are elected every three or

four years at meetings of representatives of all member countries, during which the Fund's policies or procedures are also reviewed.

And the FFEM, what is the relationship with the GEF?

What is the difference between **GEF** and **FFEM**? The GEF is the **Global Environment Facility**, the **FFEM**, the French Global Environment Facility. In other words, the general objectives are more or less the same: biodiversity, climate change, international waters, desertification and land degradation, chemical pollution or the ozone layer. On the other hand, the **FFEM** is not a global fund, but a French one. Created after the first Earth Summit in 1994, it is led by the Treasury Directorate General. Since its creation, it has funded more than 3,000 projects for the environment or sustainable development in developing and emerging countries.



# MDP LE DISPOSITIF PEINE A CONVAINCRE

Mis en place il y a 20 ans pour encourager les pays industrialisés à renforcer l'aide au développement, le dispositif n'a pas encore pu trouver ses marques.



Eric Vincent FOMO

**A** l'issue de la 100<sup>e</sup> réunion du Conseil exécutif du Mécanisme de développement propre (MDP) tenue en août 2018 à Bangkok (Thaïlande), il est ressorti que l'incitation fournie par le dispositif a permis d'enregistrer plus de 8 100 projets et programmes climatiques dans 111 pays en développement. Ainsi que des investissements de 303 milliards de dollars et la réduction ou l'évitement de 2 milliards de tonnes de dioxyde de carbone sur l'ensemble de la planète. Par ailleurs, lorsqu'un internaute se balade sur la page Web du Mécanisme de développement propre (MDP), plusieurs success stories sont présentées comme la construction d'éoliennes au Maroc, la fabrication de biométhane au Népal, l'installation de moteurs de nouvelle génération dans des flottes de bateaux de pêche au Sri Lanka ou encore l'installation de panneaux solaires en Afrique du Sud. Pourtant, ces réalisations sont marginales. La réalité est toute autre sur le terrain, lorsqu'il est établi que la Chine émet à elle seule 10 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par année.

## Pesanteurs

Le MDP souffle le chaud et le froid à cause de nombreuses pesanteurs. Tout d'abord, il faut relever le cynisme de certaines entreprises. A titre d'exemple, le projet de construction du barrage de Jirau dans l'état de Rondônia au Brésil débuté en 2008, a été avalisé par le MDP. Ce qui a permis au constructeur, l'entreprise française GDF Suez (aujourd'hui Engie), de bénéficier de crédits carbone et de centaines de millions de dollars retombées de son « obligation verte ». Pourtant, le projet reposait sur des études d'impact incomplètes et non inclusives car les communautés locales n'ont pas été consultées. Un rapport publié par Environmental Justice Organizations, Liabilities and Trade (EJOLT) en 2013 a par ailleurs qualifié le MDP d'instrument néo-colonialiste. Intitulé « Pourquoi le MDP ne sauvera pas la planète du changement climatique et comment la société civile résiste en Afrique », ledit rapport révélait que le dispositif a un impact négatif sur l'Afrique qui contribue à peine (à hauteur de 4% selon les données actualisées de la Banque mondiale) dans la production des gaz à effet de serre.

## L'espoir reste permis...

Lors de la COP21 à Paris, l'on a craint pour l'avenir du MDP. L'outil est toujours opérationnel et recherche des alternatives pour survivre. Le président du conseil exécutif du MDP, Arthur Rolle, indique que le dispositif exploite en ce moment le pouvoir entrepreneurial des marchés et du secteur privé pour atteindre les objectifs en matière de développement durable et de changement climatique. Une boîte à outils a été mise en place pour veiller à la conception de nouvelles approches et d'actions d'atténuation basées sur le marché régional et national dans le monde entier. La secrétaire exécutive de l'ONU Changements climatiques, Patricia Espinosa va plus loin en révélant qu'ils envisagent de mettre en place un nouveau mécanisme de développement durable en vertu de l'article 6 de l'Accord de Paris. Inscrit à l'article 12 du protocole de Kyoto, le MDP a été institué pour offrir aux pays industrialisés l'opportunité de renforcer l'aide au développement par le biais de transferts de technologies, tout en réduisant globalement les émissions de gaz à effet de serre.

1- Cf. *Le Parisien*, quotidien, 22 novembre 2018. 2- Cf. *Lefigaro.fr*, 22 novembre 2018.

# Hysacam : une solution africaine pour la propreté des villes

Hysacam, leader africain de la gestion des déchets, ambitionne d'offrir aux villes du continent, un service de propreté de qualité digne des exigences de notre temps.

## Succes-story

Opérateur historique dans le secteur de la propreté et de l'environnement, la société Hysacam, créée en 1969, assure la propreté des 13 principales villes du Cameroun. Un fait rare en Afrique où beaucoup de capitales peinent à assurer la collecte de leurs déchets.

Première entreprise africaine dans le domaine de la propreté urbaine, du traitement et de la valorisation des déchets, son expertise est sollicitée à N'Djaména (Tchad), Niamey (Niger), Monrovia (Liberia), Cotonou (Bénin)... En décembre 2009, réunis à Marrakech (Maroc), les maires africains ont reconnu ce savoir-faire en décernant à Hysacam, le 1er Prix Africités de la gestion des déchets en Afrique. En 2010 et 2011, son Système de Management de la Qualité, tournée vers la satisfaction des populations et des municipalités, a reçu du Bureau Veritas, la Certification ISO 9001 version 2008. En 2011, elle a mobilisé 14 milliards de FCFA pour acquérir 125 nouveaux camions et engins de propreté.

## Les piliers de la réussite

**Optimisation des modes de collecte et maîtrise des coûts** : La stratégie de l'entreprise consiste à optimiser en permanence les modes de collecte en prenant en compte les spécificités des villes africaines. Ce qui lui permet aujourd'hui, tout en utilisant les mêmes technologies que les multinationales occidentales, de pratiquer sur le continent, des coûts trois à quatre fois inférieurs. En effet, les quatre décennies d'expérience au service des villes africaines, ont permis à Hysacam de développer une politique des coûts adaptée à la configuration et aux ressources de ces villes.

## Innovation permanente :

La réussite de l'entreprise repose sur son souci permanent d'innover. Elle a inauguré en 2011 en Nkolfooulou, une banlieue de Yaoundé, la première Centrale de Captage et de Traitement du Biogaz en Afrique centrale dans le domaine des déchets ménagers. Un projet similaire a vu le jour en novembre 2014 à Douala PK 10. Ces Centrales de Traitement du Biogaz permettront, dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, d'éviter les émissions de plus 500 tonnes équivalent Co2 par jour.

Sans ces initiatives, le coût du traitement des ordures ménagères à Yaoundé et à Douala, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, conformément aux normes internationales, aurait pu être quadruplé. Mais ces villes camerounaises, tout en bénéficiant de ce standard, ne supportent finalement que le quart de ce coût, le supplément devant être pris en charge par la vente des crédits carbone.

Hysacam se positionne ainsi comme un partenaire du développement durable des villes : elle les accompagne en mettant son savoir-faire au service des solutions innovantes qui leur permettent de mieux amortir les coûts de collecte et de traitement des déchets.

## Une politique de renouvellement régulier du matériel

Les performances reconnues de cette entreprise, sont adossées à une politique de renouvellement à intervalles réguliers des équipements de collecte, qui lui permet de disposer de la capacité de faire face à tout moment aux sollicitations croissantes des villes en matière de propreté.

dans toute l'Afrique par l'acquisition de 90 bennes à ordures ménagères. Elle avait pour la première fois, introduit en Afrique des balayeuses mécaniques et des laveuses de rues.

○ En 2007, elle renforce son parc avec 80 camions de propreté haut de gamme.

○ En 2009, 40 autres camions neufs vont s'y ajouter.

○ En 2011, 125 camions de dernière génération, représentant un investissement de plus de 22 millions d'euros, viennent renforcer la capacité logistique de l'entreprise.

La livraison des 125 nouveaux camions avait suscité en son temps l'intérêt du landerneau économique et la fierté des populations camerounaises. L'Opération « Caravane de la Propreté » qui avait suivi la réception des ces camions, avait sillonné les grands axes routiers du Cameroun. Soit près de 4 000 km de route nettoyés.

## Forte intensité en main-d'œuvre

L'entreprise emploie 5 000 jeunes issus d'horizons divers. Le développement de l'entreprise a fait de la propreté l'un des meilleurs marqueurs de cohésion et d'intégration sociale.

Au-delà de ces capacités techniques et industrielles, la dimension sociale de l'activité d'Hysacam, la situe au confluent des enjeux économique, politique, touristique, sanitaire, sociologique... pour un développement durable

## Chiffres clés

- Capital : 6 milliards de F. CFA
- Chiffre d'affaires (2015) : 27 milliards de F. CFA
- Population desservie : 15 millions de personnes. Soit près de 7000 tonnes de déchets traités par jour.
- Matériel roulant : 500 camions et 52 engins lourds.
- Quantité de biogaz traitée (gaz à effet de serre dont l'émission est évitée) : 500 teq Co2/j
- Employés : 5 000 personnes.
- Métiers : collecte et traitement des déchets ; mise en place de projets MDP sur les centres de traitement de déchets ; criblage des plages ; nettoyage des villes ; ingénierie urbaine.





## Célestine Kétcha Courtès

# UN EMBLEME DU DEVELOPPEMENT LOCAL PROMU MINISTRE

*Boris NGOUNOU*

L'entrée au gouvernement de Célestine Kétcha Courtès constitue l'une des principales attractions du réaménagement ministériel intervenu le 4 janvier 2019 au Cameroun. Les observateurs sont unanimes. Cette nomination au poste de ministre de l'habitat et du Développement urbain est consécutive aux prouesses que la politicienne aux actions écologiques a réalisées à la tête de l'exécutif communal de Banganté, une mairie de 800 km<sup>2</sup> et de 200 000 habitants, située dans la région de l'ouest.

Les commentaires recueillis dans les médias sociaux au lendemain de l'entrée au gouvernement de Célestine Kétcha Courtès sont pour la plupart, admiratifs. Le choix du président de la République de faire de cette dame de 55 ans, le ministre du Développement urbain et de l'habitat (Minhdu), était l'une de ses meilleures cartes dans le réaménagement ministériel du 4 janvier 2019. Et la nouvelle promue n'a pas attendu de midi à 14 heures, pour imprimer sa marque sur le terrain.

À peine une semaine après sa nomination, la nouvelle Minhdu va faire venir à Yaoundé, des engins de la commune de Bangangté, afin de vidanger les fosses de canalisations au lieu-dit « descente Acacias » dans le sixième arrondissement de la capitale. Cette action va soulever une vague de controverse, allant d'abus de pouvoir sur la mairie de Yaoundé 6, à l'usage non fondé du patrimoine de la mairie de Bangangté. Toute chose, qui n'ébranlera pas pour autant, le désir de la ministre, d'assainir et de viabiliser l'espace urbain dont elle a désormais la charge. Multipliant des descentes sur le terrain, à l'occasion desquelles elle touche du doigt et récence les préoccupations des populations des zones enclavées et insalubres, la nouvelle Minhdu instruit l'accélération des travaux d'assainissement dans la ville de Yaoundé. Dans une démarche participative, elle a invité les commerçants à se regrouper en association pour accompagner les pouvoirs publics dans la recherche des solutions à leurs problèmes. À la société Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam), la ministre instruit l'amélioration du niveau de propreté dans les villes de Yaoundé et Douala.

### Célestine Kétcha Courtès, une ancienne maire, à forte coloration écologique

L'actuelle Minhdu est titulaire d'un brevet de technicien supérieur (BTS) option Techniques commerciales avec mention, obtenu en juillet 1988 au Centre Universitaire de Douala. Après avoir été cadre commerciale et marketing à Cimencam Douala et Figuil (filiale des Ciments Lafarge, France), puis Directrice générale de Sociétés au Cameroun, elle est élue en 2007 à

la tête de l'exécutif communal de Bangangté. Elle s'illustre, dès sa prise de fonctions, par un lobbying sur le terrain de la coopération internationale. Très tôt, Célestine Kétcha Courtès a réussi à intégrer l'Association internationale des maires francophones. Mieux, en novembre 2012 à Abidjan, elle devient membre du bureau de cette instance dont le siège est à Paris. C'est dans la capitale française qu'elle reçoit, le 10 juin 2016, au nom de la commune de Bangangté, le « Certificat de la norme AFAQ 26 000 collectivités », décernée par l'Association française de Normalisation (AFNOR). Bangangté, suivant les discours le jour de la remise de ce certificat, est la première ville d'Afrique à recevoir de pareille certification. Ce qui autorise l'exécutif municipal à mentionner le label ISO 26000 sur l'entête de ses documents officiels. Déjà en 2014, Bangangté recevait le Prix des Nations unies pour le service public pour sa capacité à mettre ensemble trois piliers du développement durable : l'écologie, le social et l'économie.

Ce qui lui permet d'accumuler des dis-

tinctions et certificats. Déjà membre du bureau de l'AIMF, elle devient, le 1er décembre 2015, présidente du Réseau des Femmes élues locales d'Afrique (REFELA) à l'occasion du grand sommet Africités. Puis, le 22 novembre 2018, après son premier mandat, elle est réélue à Marrakech toujours à cause de sa combattivité légendaire. Continuant dans la même lancée, elle a été élue au Conseil mondial des maires, à l'occasion du 5e congrès mondial des Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU), tenu les 15 et 16 octobre 2016, à Bogota. Cette ouverture au monde a permis à Bangangté de signer des accords de coopération avec plusieurs villes, à l'instar de Münzing, Saint-Étienne et Touchay.

Elle aurait donc laissé des empreintes indélébiles de développement durable dans la municipalité de Bangangté. Appelée désormais à travailler à une échelle nationale, Célestine Kétcha Courtès a cédé son poste de maire à son adjoint, Jonas Kouamouo, vers qui les populations attendent des actions aussi fortes et significatives que celles de la nouvelle Minhdu.





**Port-Louis**



## LE VATICAN SERAIT-IL UN REPAIRE DE PREDATEURS SEXUELS ?

Dans son livre choc "Sodoma, enquête au cœur du Vatican", le journaliste Frédéric Martel, lui-même homosexuel assumé, soutient qu'une majorité de prélats et de prêtres sont homosexuels. Le livre lève le voile sur les pratiques en cours dans le clergé catholique. Synthèse.

Jean Loïc AMOUGOU

L'ouvrage de 630 pages est le fruit d'une longue enquête : Frédéric Martel s'est immergé au Saint-Siège une semaine par mois pendant quatre ans. Aidé de 80 collaborateurs dans trente pays, il a également eu un accès exceptionnel à de nombreuses sources haut placées dans la hiérarchie ecclésiastique. Et, selon l'auteur, "la culture du secret sur l'homosexualité majoritaire au Vatican est une clé de lecture de beaucoup de décisions ou de prises de position morales du Saint-Siège" depuis cinq décennies. Voici les principaux points qu'il développe dans son livre.

**"Au Vatican, comme vous allez le voir, il y a beaucoup de gays : 50%, 60%, 70% ? Personne ne sait"**, glisse un ambassadeur en poste à Rome. Quand l'auteur de Sodoma commence à enquêter, il a déjà entendu des rumeurs à ce sujet mais ne sait pas à quel point l'homosexualité est développée au sein du clergé. Après quatre ans d'enquête, il l'assure : une majorité des prêtres le sont. "Soixante à soixante-dix pour cent des séminaristes" actuels seraient gays, estime un prêtre en formation. Un autre séminariste, Andrea, confie n'avoir "eu la confirmation" de son homosexualité "qu'une fois entré au séminaire". Il énonce une "règle" qu'il a pu vérifier : "Une grande majorité de prêtres ont découvert qu'ils étaient attirés par les garçons dans cet univers homo-érotique et strictement masculin que sont les séminaires."

D'après ce qu'attestent de nombreuses sources citées par Frédéric Martel, l'homosexualité est si "omniprésente" qu'elle est tolérée dans l'Eglise, à condition qu'elle ne soit pas publiquement affichée. Pour l'auteur, seule une minorité de prêtres resterait fidèle au vœu de célibat prononcé lors de l'ordination. Les prélats inventeraient de nouvelles formes de concubinage, entre un supérieur et son assistant par exemple. L'auteur raconte son entretien avec un cardinal, "parmi les plus hauts gradés du Saint-Siège", qui vit avec son compagnon dans un appartement du Vatican. Quand le compagnon surgit à la fin de l'échange, le cardinal, gêné, le présente à l'auteur comme un assistant.

L'auteur établit un lien avec la crise des vocations que traverse l'Eglise. L'homosexualité étant davantage acceptée et le mariage entre personnes de même sexe légal dans plusieurs pays, la vie sacerdotale n'apparaît aujourd'hui plus comme un "refuge" mais comme une "impasse" et n'attire donc plus, d'après Frédéric Martel.

### Les ecclésiastiques les plus homophobes seraient en réalité homosexuels

Toujours selon l'auteur, les pontificats de Jean-Paul II et de Benoît XVI ont donné lieu à ce qu'il nomme "une croisade contre les gays".



Il s'appuie pour cela sur les nombreuses instructions publiées à ce sujet pendant ces décennies. Il décrit par exemple sous Benoît XVI "une armée d'homophiles et d'homosexuels qui va partir en guerre contre le mariage gay". En croisant ses sources, il a établi que l'entourage des deux papes était en majorité homosexuel.

"La réalité, c'est qu'il y a, au Vatican, une majorité de personnes homosexuelles avec du pouvoir", lui a ainsi répondu un ancien prêtre de la Curie. C'est l'une des grandes thèses avancées dans Sodoma : plus l'homophobie d'un prélat est forte, plus il est haut placé dans la hiérarchie, plus celui-ci serait en fait lui-même homosexuel.

Même si personne n'ose l'avouer publiquement dans l'Eglise, tout le monde sait qu'on ne pourra pas mettre fin aux abus sexuels des prêtres tant qu'on n'abolira pas le célibat, tant que l'homosexualité ne sera pas reconnue dans l'Eglise.

Frédéric Martel prend notamment l'exemple d'un des cardinaux les plus anti-gays du Mexique. Lors de l'interview à son domicile, le cardinal est fier de montrer à l'auteur sa bibliothèque où trônent, sur plusieurs rayonnages, des livres sur l'homosexualité – livres que le cardinal promet, publiquement, à l'autodafé.

Un journaliste explique que "pour protéger le secret, on doit attaquer les gays en s'affichant très homophobe sur la place publique". Selon de multiples témoignages, la relative ouverture du pape François à l'égard des homosexuels a déclenché au Vatican des réactions virulentes de la part de religieux pourtant homosexuels, de peur d'être démasqués. Une obsession anti-gays qui cache, parfois, écrit Frédéric Martel, une "double vie".

### L'épidémie de sida aurait fait des "ravages" parmi les prêtres homosexuels

Frédéric Martel mentionne plusieurs cas de

prélats morts des suites du sida, qui a, selon lui, fait "des ravages dans l'épiscopat italien dans les années 1980-1990". C'est une autre révélation du livre, établie après plusieurs entretiens auprès du personnel soignant dans différentes cliniques romaines. Les prêtres seraient "l'une des catégories sociales les plus à risque" face à l'épidémie de sida, affirme Massimo Giuliani, un professeur spécialiste des infections sexuellement transmissibles qui exerce dans une clinique renommée en Italie. Il poursuit : "Nous avons vu venir ici beaucoup de prêtres, beaucoup de séminaristes séropositifs. (...) Nous pensons que le problème du sida existe très fortement dans l'Eglise." Vivant dans le déni, les prêtres homosexuels sexuellement actifs sont peu enclins à se faire dépister et à se protéger.

### Le secret autour de l'homosexualité explique, en partie, la couverture des abus sexuels

Sodoma décrit un système qui perpétue une solide culture du secret, qui aurait permis de couvrir des scandales d'abus sexuels et de laisser des prédateurs agir pendant plusieurs années. Selon Frédéric Martel, des "prêtres ont couvert les abus par peur que leur homosexualité puisse être révélée" en cas d'enquête.

La culture du secret aurait été alimentée par les prises de position violemment anti-homosexuels de l'entourage de Jean-Paul II et Benoît XVI. Un théologien cité dans le livre accuse directement Benoît XVI : "Il n'a jamais vraiment fait la différence sur le plan théologique entre des relations sexuelles entre adultes, librement consenties, et les abus sexuels sur mineurs de moins de 15 ans." Le livre liste plusieurs exemples de prélats plus enclins à dénoncer la progression des droits des homosexuels qu'à sanctionner les pédophiles identifiés dans leurs rangs.



**J**e prends de plus en plus de plaisir à lire votre magazine que j'ai découvert l'année dernière. J'y trouve des réponses à certaines questions que l'étudiant que je suis se pose sur l'un des grands enjeux de ce siècle : la protection de notre petite planète bleue.

Je voudrais vous faire part de l'intérêt que le dossier du N°57 a suscité en moi. Vous avez relevé que « l'Afrique est rentrée bredouille de la Cop 24 ». Et cela est très inquiétant. J'ai le sentiment que les puissances occidentales, dans le combat contre le réchauffement climatique, ne s'intéressent pas aux conséquences sur l'Afrique qui,

comme tout le monde le sait, en est la première victime.

Je pense que les Africains devraient eux-mêmes prendre les choses en main en mettant en place des stratégies alternatives pour protéger leurs écosystèmes. D'autres personnes ne le feront pas à leur place.

Le concept pollueur-payeur qui a prospéré pendant un certain temps, est tombé dans les oubliettes. Toutes les promesses qui ont été faites aux Africains sur la taxe carbone et sur les différents financements dont ils bénéficieraient (Fonds Vert), ne sont toujours pas tenues.

Je salue les efforts que votre ma-

gazine fait pour porter sur la place publique toutes ces informations sur les problématiques d'environnement. Même s'il faut s'interroger sur leur impact, Bosangi étant le seul magazine qui semble s'en préoccuper. Il serait intéressant que les médias dans leur ensemble amplifient la réflexion en multipliant les débats sur les dangers que court la planète, si des mesures radicales ne sont pas prises pour éviter le chaos écologique que la plupart des scientifiques annoncent pour ce siècle.

**Bertrand KAMTCHOUANG,**  
étudiant

# Nos activités

○ GESTION DES DECHETS INDUSTRIELS

○ CONDITIONNEMENT ET EXPEDITION  
TRANSFRONTALIERE DE DECHETS DANGEREUX

○ TRAITEMENT BIOLOGIQUE DES BOUES  
D'HYDROCARBURES

○ NETTOYAGE INDUSTRIEL ET ASSAINISSEMENT

○ LUTTE ANTI VECTORIELLE

○ ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

○ DESTRUCTION ARCHIVES ET AVARIES



SECA, Z.I. BASSA, BP : 2172 Douala-Cameroun

Tél : 33 37 65 42 \* Fax : 33 37 82 00 - Email : [seca.hysacam@gmail.com](mailto:seca.hysacam@gmail.com)

Site web : [www.secaenvironnement.com](http://www.secaenvironnement.com)



*Pour un environnement sain*



**« Imagine un monde de propreté »**



Hysacam, 50 ans au service de la propreté

**Soyons écocitoyens !**

